

WAFASALAF



وفا سالف

WAFASALAF

NOTE D'INFORMATION

Emission de deux emprunts obligataires

EMPRUNT A : 200 MDH Emission de 2 000 obligations Valeur Nominale : 100 000 DH Maturité : 24 MOIS et 1 jour Taux : 5,00%	EMPRUNT B : 100 MDH Emission de 1 000 obligations Valeur Nominale : 100 000 DH Maturité : 36 MOIS Taux : 5,50%
---	---

Période de souscription : Les 8 et 9 juillet 2002

Organisme conseil coordinateur global de l'opération et responsable de la préparation de la note d'information : Wafa TRUST

Organisme chargé du placement : Wafa BOURSE

VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°05/00 du 25/12/2000, prise pour l'application de l'article 14 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente Note d'Information a été visé par le CDVM le 05/07/2002 sous la référence n°19/02. Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

ABBREVIATIONS ET DEFINITIONS

APSF	:	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
BSF	:	Bons de Sociétés de Financement
CA	:	Chiffre d'affaires
CDVM	:	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
DH	:	Dirhams
EDM	:	Equipement des ménages
KDH	:	Millier de dirhams
IS	:	Impôts sur les Sociétés
MDH	:	Millions de dirhams
PNB	:	Produit Net Bancaire
PPR	:	Paierie Principale des Rémunérations
ROE	:	Return On Equity (Rentabilité des fonds propres)
ROAE	:	Return On Average Equity (Rentabilité des fonds propres moyens)
TEG	:	Taux effectif global

SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET DEFINITIONS	3
AVERTISSEMENT ET RESTRICTION	6
PREAMBULE	7
RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES	8
A. Le Directoire de Wafasalaf	8
B. Les contrôleurs	8
a. Les Commissaires aux comptes exercices 2000 et 2001	8
b. Les Commissaires aux comptes exercice 1999	9
C. Le conseil juridique	9
D. L'organisme conseil	9
E. Le responsable de l'information et de la communication financière	9
PRESENTATION DE L'OPERATION	10
A. Cadre de l'opération	10
B. Objectifs de l'opération	10
C. Caractéristique de l'emprunt A	11
D. Modalités de souscription et d'allocation de l'emprunt A	13
E. Caractéristiques de l'emprunt B	15
F. Modalités de souscription et d'allocation de l'emprunt B	17
G. Fiscalité des valeurs mobilières à revenu fixe	19
PRESENTATION GENERALE DE WAFASALAF	21
A. Renseignements à caractère général	21
B. Renseignements sur le capital de WAFASALAF	23
a. Renseignements à caractère général	23
b. Répartition du capital social au 31 décembre 2001	23
ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE DE L'EMETTEUR	25
LE SECTEUR DU CREDIT A LA CONSOMMATION	26
A. Taille du marché et segmentation	26
B. Caractéristiques Du Secteur	27
C. Production Du Marché	29
ACTIVITE DE WAFASALAF	31
A. Historique	31
B. Relations intra groupe wafabank	32
C. Activité de Wafasalaf	33
D. Réseau De Distribution	35

E. Organisation	37
F. Ressources Humaines	39
G. Ressources Matérielles	40
H. Positionnement de Wafasalaf	42
a. Production	42
b. Encours	44
<i>SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DE WAFASALAF</i>	46
I. Compte De Produits Et Charges	46
A. Bilan	50
<i>PERSPECTIVES D'EVOLUTION</i>	54
A. Perspectives du secteur	54
B. Perspectives de WAFASALAF : une strategie basee sur la maitrise du risque et la rentabilite	55
<i>FACTEURS DE RISQUES</i>	56
<i>FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES</i>	57
<i>DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES</i>	58

AVERTISSEMENT ET RESTRICTION

AVERTISSEMENT

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ne se prononce pas sur l'opportunité des opérations d'appel public à l'épargne ni sur la qualité de la situation des émetteurs. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie de la qualité du placement objet de la présente note d'information ni de la réussite de l'opération envisagée.

RESTRICTIONS

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription aux valeurs mobilières objet de ladite note.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement n'offrira les valeurs mobilières, objet de la présente note d'information, à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni WAFASALAF, ni WAFATRUST n'encourent de responsabilité du fait du non-respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.

PREAMBULE

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note a été préparée par Wafa TRUST conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n°05/00 du 25/12/00 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes : WAFASALAF, APSF.

Conformément à l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, cette note doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;*
- Tenue à la disposition du public au siège de WAFASALAF et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions.*

RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES

A. LE DIRECTOIRE DE WAFASALAF

Amin BENJELLOUN TOUIMI
Président du Directoire
Wafasalaf

Le directoire représenté par M. BENJELLOUN TOUIMI président du directoire atteste que, à sa connaissance, les données de la présente Note d'Information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Wafasalaf ainsi que sur les droits rattachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

B. LES CONTROLEURS

a. Les Commissaires aux comptes exercices 2000 et 2001

Bachir TAZI Expert Comptable
ARTHUR ANDERSEN
30, Boulevard Moulay Youssef
Casablanca – Maroc
Tel : 022 27 20 40
Date du premier exercice soumis
au contrôle : 2000
Date d'expiration du mandat
actuel : 2002

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences de la Profession et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les états de synthèse de Wafasalaf pour les exercices clos les 31 décembre 2000 et 2001, ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Abdelaziz BIDAHA Expert
Comptable
PRICE WATERHOUSE
COOPERS
101, Boulevard Al Massira Al
Khadra
Casablanca – Maroc
Tel : 022 77 90 00
Date du premier exercice soumis
au contrôle : 2000
Date d'expiration du mandat
actuel : 2002

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Nous certifions que les états de synthèse arrêtés aux 31 décembre 2000 et 2001 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Wafasalaf ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

b. Les Commissaires aux comptes exercice 1999

J. BARZILAI *Expert Comptable*
ERNST & YOUNG
44, Rue Mohamed SMIHA
20 000 Casablanca – Maroc
Tel : 022 30 25 42

Abdelaziz BIDAHA *Expert Comptable*
PRICE WATERHOUSE COOPERS
101, Boulevard Al Massira Al Khadra
Casablanca – Maroc
Tel : 022 77 90 00

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences de la Profession et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les états de synthèse de Wafasalaf pour l'exercice clos le 31 décembre 1999, ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Nous certifions que les états de synthèse arrêtés au 31 décembre 1999 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Wafasalaf ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

C. LE CONSEIL JURIDIQUE

Mohamed HDID
Cabinet A.SAADI Consultants
4, Place Maréchal
Casablanca – Maroc
Tel : 022 27 99 16

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de Wafasalaf et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

D. L'ORGANISME CONSEIL

Lamia BOUTALEB
Directeur Général
WAFATRUST

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

E. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

M. ESSAKL LEMGHARI *Ha*
Directeur Affaires Administratives
et Financières

Wafasalaf 1, avenue Hassan II
Tel : 022 54 51 85 ou 08
Fax : 022 29 49 63
E-mail : l.essakl@wafasalaf.ma

Mme BENNANI FATIMA
Responsable département finance
et comptabilité

Wafasalaf 1, avenue Hassan II
Tel : 022 54 51 85 ou 09
Fax : 022 29 49 63
E-mail : f.bennani@wafasalaf.ma

PRESENTATION DE L'OPERATION

A. CADRE DE L'OPERATION

Les deux émissions d'emprunts obligataires de respectivement 200 MDH et 100 MDH, objet de la présente Note d'Information, ont été décidées par le directoire après autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30/05/02. Conformément à l'alinéa 5 de l'article 20 des statuts cette décision a été soumise à l'autorisation du conseil de surveillance du 31/05/02 se prévalant des dispositions statutaires l'autorisant à émettre des obligations.

B. OBJECTIFS DE L'OPERATION

Etant donnée la baisse tendancielle du Taux Effectif Global, actuellement à 15.14%, le management de WAFASALAF avec l'appui de ses actionnaires a souhaité accéder à des conditions de financement compétitives afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Ainsi, depuis 1996, Wafasalaf a procédé à l'émission de près de 2 467,5 millions de dirhams en Bons de Sociétés de Financement (BSF) dont l'encours au 31 décembre 2001 se montait à 1 100.7 millions de dirhams (hors intérêts courus). Actuellement, elle souhaite émettre des obligations afin de poursuivre sa stratégie de diversification de ses sources de financement.

Ces deux émissions obligataires de respectivement 200 MDH et 100 MDH de Wafasalaf s'inscrivent dans la stratégie de la société et de son actionnaire principal, le Groupe Wafabank. Elle permettra ainsi d'atteindre les objectifs suivants :

- Permettre à la société de diversifier ses sources de financement pour son développement futur ;
- Réduire ses coûts de financement ;
- Encourager la désintermédiation bancaire en faisant appel public à l'épargne ;

Le produit des présentes émissions (300 MDH) permettra de financer une partie de la production prévue pour le second semestre 2002, soit 1300 MDH. Le solde de la production du second semestre 2002, soit 1000 MDH, sera financé par des produits bancaires classiques ainsi que par des Bons de Sociétés de Financement.

C. CARACTERISTIQUE DE L'EMPRUNT A

Nature	Obligations, non cotées, inscrites auprès du dépositaire central (Maroclear) et des organismes habilités.
Forme	Titres au porteur Dématérialisés
Montant global de l'émission	200 000 000 dirhams
Valeur nominale unitaire	100.000 dirhams.
Taux d'intérêt nominal (facial)	Taux fixe = 5,00 %
Nombre de bons	2 000
Maturité	24 mois et 1 jour
Date de jouissance	Le 15 juillet 2002
Prix de souscription	Au pair
Date d'échéance	Le 16 juillet 2004
Date de règlement livraison	Le 15 juillet 2002
Remboursement du principal	A l'échéance
Paiement du coupon	1 ^{er} coupon sera distribué le 15 juillet 2003 2 nd coupon sera distribué le 16 juillet 2004
Négociabilité des titres	De gré à gré

Garantie	Cette émission ne fait l'objet d'aucune garantie
Droits rattachés	Chaque obligation confère à son détenteur un droit au coupon annuel et au remboursement, à l'échéance, du principal
Clauses d'assimilation	Les obligations émises ne font l'objet d'aucune assimilation aux titres d'une émission antérieure.
Rang des créances	Il n'existe aucune subordination de cet emprunt obligataire par rapport aux autres dettes de la société
Remboursement anticipé	Wafasalaf s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations. Toutefois, la société se réserve le droit de racheter ses obligations sur le marché secondaire, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.

Tableaux d'amortissement de l'emprunt A

Année	Intérêts	Principal	Annuités
2003	10 000 000		10 000 000
2004	10 000 000	200 000 000	210 000 000

Montants en dirhams

D. MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION DE L'EMPRUNT A

Bénéficiaires	Toute personne physique ou morale, résidente ou non résidente.
Identification des souscripteurs	<ul style="list-style-type: none">▪ Pour les personnes physiques résidentes marocaines et ressortissants marocains à l'étranger, la photocopie de la carte d'identité nationale fera foi ;▪ Pour les personnes physiques résidentes et non marocaines, la photocopie de la carte de résident fera foi ;▪ Pour les personnes physiques non résidentes et non marocaines, la photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document feront foi ;▪ Pour les personnes morales marocaines, le modèle des inscriptions au registre de commerce fera foi ;▪ Pour les personnes morales étrangères, le modèle des inscriptions au registre de commerce ou équivalent fera foi ;▪ Pour les associations, la photocopie des statuts et la photocopie du récépissé du dépôt de dossier feront foi ;▪ Pour les OPCVM de droit marocain, la photocopie de la décision d'agrément fera foi ;▪ Pour les Fonds Communs de Placement (FCP), le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal fera foi ;▪ Pour les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV), le numéro du registre de commerce fera foi.
Modalités de souscription	Les souscripteurs formuleront leur demande de souscription en spécifiant le montant souhaité. Ces derniers pourront être servis à hauteur de leur demande et dans la limite des titres disponibles. Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'emprunt d'obligataire A objet de la présente note d'information.
Méthodes d'allocation	Dans le cas où le montant des souscriptions recueillies excéderait le montant du programme d'émission, la répartition des titres offerts sera effectuée au prorata des titres demandés par chaque souscripteur. Si le nombre d'obligations calculées selon cette méthode n'est pas un nombre entier, l'allocation des obligations restantes sera effectuée par tirage au sort.

Domiciliation	WAFABANK
Conseiller et coordinateur global	WAFATRUST
Organisme chargé du placement	WAFABOURSE
Période de souscription	Les 8 et 9 juillet 2002
Règlement des souscriptions	Le règlement des souscriptions se fera par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par les dépositaires des souscripteurs auprès de Maroclear, à la date de jouissance. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement.
Publication des résultats	Les résultats de l'opération feront l'objet d'un communiqué de presse au plus tard une semaine après la fin de la période de souscription.
Représentation des obligataires	En attendant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des obligataires qui devra intervenir dans le délai d'un an à compter de l'ouverture des souscriptions et au plus tard trente jours avant le premier amortissement, le conseil de Surveillance de Wafasalaf procédera, dès l'ouverture des souscriptions, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse au plus tard une semaine après la fin de la période de souscription.

E. CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT B

Nature	Obligations, non cotées, inscrites auprès du dépositaire central (Maroclear) et des organismes habilités.
Forme	Titres au porteur Dématérialisés
Montant global de l'émission	100 000 000 dirhams
Valeur nominale unitaire	100.000 dirhams.
Taux d'intérêt nominal (facial)	Taux fixe = 5,50 %
Nombre de bons	1 000
Maturité	36 mois
Date de jouissance	Le 15 juillet 2002
Prix de souscription	Au pair
Date d'échéance	Le 15 juillet 2005
Date de règlement livraison	Le 15 juillet 2002
Remboursement du principal	A l'échéance
Paiement du coupon	Annuellement à la date anniversaire des bons
Négociabilité des titres	De gré à gré

Garantie	Cette émission ne fait l'objet d'aucune garantie
Droits rattachés	Chaque obligation confère à son détenteur un droit au coupon annuel et au remboursement, à l'échéance, du principal
Clauses d'assimilation	Les obligations émises ne font l'objet d'aucune assimilation aux titres d'une émission antérieure.
Rang des créances	Il n'existe aucune subordination de cet emprunt obligataire par rapport aux autres dettes de la société
Remboursement anticipé	Wafasalaf s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations. Toutefois, la société se réserve le droit de racheter ses obligations sur le marché secondaire, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.

Tableaux d'amortissement de l'emprunt B

Année	Intérêts	Principal	Annuités
2003	5 500 000		5 500 000
2004	5 500 000		5 500 000
2005	5 500 000	100 000 000	105 500 000

Montants en dirhams

F. MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION DE L'EMPRUNT B

Bénéficiaires	Toute personne physique ou morale, résidente ou non résidente.
Identification des souscripteurs	<ul style="list-style-type: none">▪ Pour les personnes physiques résidentes marocaines et ressortissants marocains à l'étranger, la photocopie de la carte d'identité nationale fera foi ;▪ Pour les personnes physiques résidentes et non marocaines, la photocopie de la carte de résident fera foi ;▪ Pour les personnes physiques non résidentes et non marocaines, la photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document feront foi ;▪ Pour les personnes morales marocaines, le modèle des inscriptions au registre de commerce fera foi ;▪ Pour les personnes morales étrangères, le modèle des inscriptions au registre de commerce ou équivalent fera foi ;▪ Pour les associations, la photocopie des statuts et la photocopie du récépissé du dépôt de dossier feront foi ;▪ Pour les OPCVM de droit marocain, la photocopie de la décision d'agrément fera foi ;▪ Pour les Fonds Communs de Placement (FCP), le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal fera foi ;▪ Pour les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV), le numéro du registre de commerce fera foi ;
Modalités de souscription	Les souscripteurs formuleront leur demande de souscription en spécifiant le montant souhaité. Ces derniers pourront être servis à hauteur de leur demande et dans la limite des titres disponibles. Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'emprunt d'obligataire B objet de la présente note d'information.
Méthodes d'allocation	Dans le cas où le montant des souscriptions recueillies excéderait le montant du programme d'émission, la répartition des titres offerts sera effectuée au prorata des titres demandés par chaque souscripteur. Si le nombre d'obligations calculées selon cette méthode n'est pas un nombre entier, l'allocation des obligations restantes sera effectuée par tirage au sort.

Domiciliation	WAFABANK
Conseiller et coordinateur global	WAFATRUST
Organisme chargé du placement	WAFABOURSE
Période de souscription	Les 8 et 9 juillet 2002
Règlement des souscriptions	Le règlement des souscriptions se fera par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par les dépositaires des souscripteurs auprès de Maroclear, à la date de jouissance. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement.
Publication des résultats	Les résultats de l'opération feront l'objet d'un communiqué de presse au plus tard une semaine après la fin de la période de souscription.
Représentation des obligataires	En attendant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des obligataires qui devra intervenir dans le délai d'un an à compter de l'ouverture des souscriptions et au plus tard trente jours avant le premier amortissement, le conseil de Surveillance de Wafasalaf procédera, dès l'ouverture des souscriptions, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse au plus tard une semaine après la fin de la période de souscription.

G. FISCALITE DES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

REGIME FISCAL DES OBLIGATIONS

Les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation, le régime fiscal en vigueur, s'appliquant aux obligations, est le suivant :

A) Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt Général sur le Revenu (IGR).

1. Personnes résidentes

Personnes soumises à l'IGR

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis à L'IGR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IGR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS)
- 20% imputable sur la cotisation de l'IGR avec droit à restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IGR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de la carte d'étranger ;
 - le numéro d'article d'imposition à l'IGR.

Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IS au taux de 20%. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt des sociétés.

2. Personnes non résidentes

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

B) Plus-values

1. Personnes résidentes

Personnes morales

Elles sont imposables sur les profits de cession d'obligations conformément aux dispositions prévues dans la loi 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ou dans la loi 17-89 instituant un impôt général sur le revenu.

Personnes physiques

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi 17-89 relative à l'impôt général sur le revenu (IGR), les profits nets de cession des obligations sont soumises à l'IGR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- l'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 92 (II) et 93 (II) de la loi 17-89 relative à l'IGR, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession d'obligations correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 20.000 DH ;
- la donation des obligations effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission,
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession et ou acquisition.

2. Personnes non résidentes

Les profits de cession d'obligations réalisés par des personnes non résidentes ne sont pas imposables.

PRESENTATION GENERALE DE WAFASALAF

A. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale

WAFASALAF

Siège social : 1 avenue Hassan II Casablanca

Numéros de téléphone et de télécopie.

Téléphone : 022 54 50 00

Fax : 022 29 49 63

Site web : www.wafasalaf.ma

Forme juridique :

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance régie par les lois en vigueur au Maroc et notamment par la Loi 17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes ainsi que par le Dahir portant Loi n°1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice des établissements de crédit et de leur contrôle.

Date de constitution

23 avril 1986.

Durée de vie

99 ans

Numéro du registre du commerce

48 049

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre

Objet social

L'article 3 des statuts de Wafasalaf stipule que la société a pour objet :

- Toutes opérations de financement et de crédit à la consommation en vue de permettre ou de faciliter l'acquisition de tout objet, articles ou produits manufacturés, de tous matériels industriels, commerciaux ou agricoles, de tous véhicules automobiles et d'une manière générale de tous biens de consommation à usage ménager, collectif, agricole, commercial ou industriel, de tous biens immobiliers, ainsi que tous services ;

-
- Toutes opérations de locations de véhicules personnels ou utilitaires, soit à longues durées, soit avec option d'achat ;
 - La réception du public de fonds d'un terme supérieur à 2 ans.
 - Toutes opérations d'achat ou de vente, d'importation, d'exportation, au comptant ou à terme, d'arbitrage, de prime, de report ou de déport sur marchandises ou sur titres ;
 - La création, l'acquisition, la prise à bail et l'exploitation de tous immeubles, locaux, fonds de commerce, magasins ou ateliers nécessaires ou simplement utiles aux opérations sociales ;
 - Plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités sus énoncées susceptibles de favoriser le développement de la société.

Capital social actuel

103 116 100 DH au 31/12/01

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à WAFASALAF, notamment les statuts, les procès-verbaux des Assemblées Générales, les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège de la société.

Assemblées Générales :

- Le mode de convocation : les convocations aux Assemblées Générales sont faites par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire quinze jours francs au moins avant la date de l'Assemblée ; toutefois, ce délai est réduit à huit jours sur deuxième convocation. L'avis de convocation doit mentionner la dénomination, la forme, le capital, le siège et le numéro d'immatriculation au registre de commerce de la société, ainsi que le texte des projets de résolutions.
- Les conditions d'admission : l'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.
- Les conditions d'exercice du droit de vote : chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

B. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE WAFASALAF

a. Renseignements à caractère général

Année	Augmentation de capital en numéraire (DH)	Actions créées	Nombre total d'actions	Capital social (DH)
1 986	100 000	1 000	1 000	100 000
1 988	9 900 000	99 000	100 000	10 000 000
1 990	30 000 000	300 000	400 000	40 000 000
1 992	40 000 000	400 000	800 000	80 000 000
1 995	20 000 000	200 000	1 000 000	100 000 000
1 999*	1 730 700	17 307	1 017 307	101 730 700
2 000*	635 400	6 354	1 023 661	102 366 100
2 001*	750 000	7 500	1 031 161	103 116 100

NB : Le nominal de l'action est de 100 DH.

*Augmentations de capital en numéraire réalisées dans le cadre du programme de stock options de Wafasalaf.

L'assemblée générale extraordinaire de Wafasalaf réunie le 15 juin 1995 a autorisé le conseil d'administration à consentir, au profit des cadres supérieurs de Wafasalaf désignés par lui, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société dans les conditions suivantes :

- Les bénéficiaires : les personnes appartenant à l'encadrement supérieur de Wafasalaf ;
- L'enveloppe : le montant total des options à attribuer donnera droit à la souscription d'un nombre d'actions nouvelles n'excédant pas 5% du capital social au terme du plan ;
- L'attribution s'étale sur cinq ans, soit de 1994 à 1998, tandis que la levée des options se déroule sur cinq autres années, soit de 1999 à 2003.

b. Répartition du capital social au 31 décembre 2001

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	Nombre de titres*	Nominal/ Action (En DH)	Capital détenu (en DH)	% Capital détenu
Wafabank	673 438	100	67 343 800	65,31%
Sofinco	346 854	100	34 685 400	33,64%
Autres actionnaires	10 869	100	1 086 900	1,05%
TOTAL	1 031 161	100	103 116 100	100%

*A chaque action détenue est rattaché un seul droit de vote.

Wafasalaf a distribué des dividendes à hauteur de 50% de son résultat net en 1999 et 2000 et 100% en 2001.

Sofinco est une société de crédit à la consommation française, filiale du Crédit Agricole Indosuez. Son réseau est composé de 110 agences réparties dans toute la

France, et de 2100 collaborateurs au service de plus de 9,5 millions de clients sur le territoire français, mais aussi en Italie avec Agos-Itafinco, au Maroc avec Wafasalaf, aux Pays-Bas avec Ribank, au Portugal avec Credibom, en Allemagne avec CreditPlus Bank AG, en Espagne avec Finconsum et en Hongrie avec Credigen.

Evolution de l'actionnariat de Wafasalaf au cours des 3 derniers exercices

	2001		2000		1999	
	Nombre de titres	% Capital détenu	Nombre de titres	% Capital détenu	Nombre de titres	% Capital détenu
Wafabank	673 438	65,3%	673438	65,8%	659930	64,9%
Sofinco	346 854	33,6%	346854	33,9%	339998	33,4%
Autres	10 869	1,1%	3 369	0,3%	17 379	1,7%
Total	1 031 161	100,0%	1 023 661	100,0%	1 017 307	100,0%

Notons par ailleurs que Wafasalaf a émis des Bons de Sociétés de Financement dont l'encours au 31/12/02 s'est établie à 1 100.7 MDH.

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE DE L'EMETTEUR

CONSEIL DE SURVEILLANCE

		Date de nomination	Date d'expiration du mandat
PRESIDENT	M. Abdelhak BENNANI	Décembre 2000	Décembre 2006
VICE-PRESIDENT	Mustapha NAFAKH LAZRAQ	Décembre 2000	Décembre 2006
MEMBRES DU CONSEIL	M. Saâd KETTANI	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. Az El Arab KETTANI	Décembre 2000	Décembre 2006
	Wafabank représentée par Mustapha NAFAKH LAZRAQ	Décembre 2000	Décembre 2006
	Directeur Général Wafabank		
	Banque Sofinco représentée par M. Hubert De PELET	Décembre 2000	Décembre 2006
	Directeur Général Adjoint Sofinco France		
	M. François PINCHON	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. Guiral De RAFFIN	Décembre 2000	Décembre 2006
SECRETARE DU CONSEIL	M. Moncef ALAOUI	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. Omar BOUNJOU	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. ESSAKL Lemghari	Décembre 2000	Décembre 2006

DIRECTOIRE

		Date de nomination au Directoire
PRESIDENT	M. Amine TOUIMI BENJELLOUN	Décembre 2000
MEMBRE	Mme Leila MAMOU DIRECTEUR DU RESEAU	Décembre 2000
MEMBRE	M. Omar BENAYACHI DIRECTEUR DU RISQUE	Décembre 2000

LE SECTEUR DU CREDIT A LA CONSOMMATION

A. TAILLE DU MARCHE ET SEGMENTATION

Les sociétés de crédit à la consommation, ou sociétés de financement, sont régies par le Dahir portant Loi n°1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice des établissements de crédit et de leur contrôle au même titre que les établissements bancaires.

Toutefois, elles ne sont pas habilitées à recevoir du public des fonds à vue ou d'un terme inférieur ou égal à deux ans. Les sociétés de financement sont soumises aux mêmes règles prudentielles que celles appliquées au secteur bancaire et ce, dans une perspective de renforcement de leur solidité financière.

Avec une production de 8 680 MDH en 2001¹, le marché marocain du crédit à la consommation se situe parmi les plus importants dans l'économie marocaine. En effet, celui-ci représente 2.3% du PIB du Maroc en 2001.

Historiquement, le marché du crédit à la consommation se décomposait en trois familles :

- Le crédit automobile (VAC) : il fut le premier à être commercialisé au Maroc. Ce produit a connu une croissance extraordinaire à partir de 1996, année de la commercialisation de la voiture économique (Fiat Uno) au Maroc. En effet, celle-ci bénéficiait d'une réglementation fiscale et douanière avantageuse d'où un prix de vente du véhicule très intéressant.
- Le crédit d'équipement des ménages (EDM) : second entrant sur le marché marocain, il présente un potentiel de développement important compte tenu du sous-équipement en électroménager des consommateurs marocains et à leur jeunesse. Le montant moyen de chaque dossier est d'environ 8 à 10 KDH sur deux ou trois ans ;
- Et le crédit personnel (PP) : est apparu à partir des années 1990 au Maroc. Ses caractéristiques (souplesse, liberté d'usage du crédit, disponibilité d'une trésorerie, ...etc..) en font le produit le plus demandé sur le marché. Le financement moyen de chaque dossier est de l'ordre de 24 KDH sur trois ou quatre ans.

Depuis, les sociétés de crédit à la consommation ont diversifié leur catalogue en créant des sous-produits du prêt personnel orientés vers divers produits tels les crédits voyages, les crédits loisirs, les crédits pour acquisitions de micro ordinateurs, ...etc.

Actuellement, 28 sociétés de financement opèrent dans le secteur du crédit à la consommation (dont deux spécialisées dans le crédit immobilier). Parmi les plus importantes figurent : Crédit Eqdom, Wafasalaf, Sofac Crédit, Crédor, Diac Salaf, Attijari Cetelem, Salafin, ...etc.

¹ Source : APSF

B. CARACTERISTIQUES DU SECTEUR

- **Réglementation**

Le secteur du crédit à la consommation a connu une restructuration réglementaire avec la promulgation de la Loi bancaire du 6 juillet 1993 qui a institué un contexte de déspecialisation des sociétés de crédit et de diversification de leurs activités. Ces sociétés sont ainsi soumises aux mêmes conditions Générales que les établissements de crédit, notamment en matière de normes prudentielles régissant l'activité de crédit sur le marché marocain.

- **Agrément**

Les sociétés de crédit à la consommation doivent être dûment agréées par le Ministère des Finances après avis conforme du Comité des Etablissements de Crédit. Ces sociétés doivent respecter quelques critères dont celui du capital minimum de 5 millions de dirhams.

- **Règles de gestion**

Les sociétés de crédit à la consommation sont tenues de respecter les règles prudentielles édictées par les Autorités Monétaires à savoir :

- Un coefficient de solvabilité (Fonds propres nets / Engagements) minimum de 8% ;
- Un coefficient de division des risques (Engagements sur un même bénéficiaire / Fonds propres nets) maximum de 20% ;

Par ailleurs, les sociétés de financement peuvent émettre des BSF dans la limite de 40% de l'encours de leurs emplois sous forme de crédit à la clientèle.

- **Taux d'intérêt**

Les sociétés de crédit à la consommation sont tenues de respecter les limite d'un taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit : le Taux Effectif Global ou TEG. Ce TEG a évolué à la baisse depuis son institution en avril 1997 :

Période	Taux Effectif Global
1 ^{er} avril 97– 30 sept 97	20,42%
1 ^{er} oct 97 – 31 mars 98	19,64%
1 ^{er} avril 98– 30 sept 98	19,57%
1 ^{er} oct 98 – 31 mars 99	18,65%
1 ^{er} avril 99– 30 sept 99	17,83%
1 ^{er} oct 99 – 31 mars 2000	15,63%
1 ^{er} avril 00 – 30 sept 00	15,76%
1 ^{er} oct 00 – 31 mars 01	15,46%
1 ^{er} avril 01– 30 sept 01	15,46%
1 ^{er} oct 01 – 31 mars 02	15,45%
1 ^{er} avril 02 – 30 sept 02	15,14%

Source : Bank Al Maghrib

- **Clientèle des sociétés de crédit à la consommation**

La clientèle des sociétés de crédit à la consommation appartient à trois grands segments :

- Les salariés de la fonction publique, dont le bulletin de paie est édité par la Paierie Principale des Rémunérations (PPR ; ex DRPP) ;
- Les salariés du secteur privé ;
- Les professions libérales.

Pour chacun de ces segments, la société de crédit à la consommation a développé une approche différente en terme de conditions d'acceptations, de gestion du risque, de remboursement et de recouvrement.

Dans le cas des fonctionnaires, de nouvelles procédures entre les sociétés de crédit à la consommation et la PPR ont été mises en place afin de limiter le risque de surendettement et d'impayé. Ainsi,

- La part inaccessibles du salaire des fonctionnaires est portée de 500DH à 1000DH (1500 DH si l'on prend en compte les allocations familiales).
- Une convention reposant sur une procédure de consultation-réservation régit à présent les relations entre les deux parties. Cette procédure permet d'éviter tout cumul de dossiers de crédits et donc tout risque de surendettement.

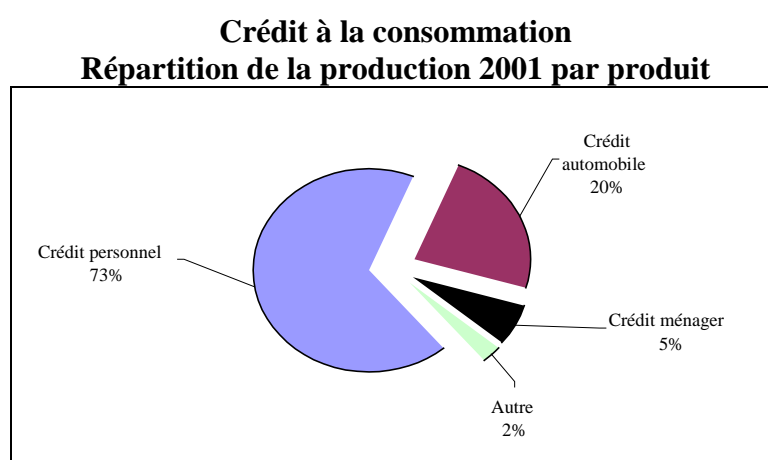
Ainsi, la filière « prélèvement sur salaire » présente moins de risque en comparaison avec la filière « prélèvement bancaire » à qui appartiennent la plupart des salariés du secteur privé.

- **Intervenants du marché**

Sur les 28 intervenants du marché du crédit à la consommation, six sociétés se démarquent du lot et réalisent près de 70% de la production du secteur, et de 73% de l'encours. Il s'agit de : Wafasalaf, Crédit Eqdom , Diac Salaf, Sofac, Crédor et Acred.

C. PRODUCTION DU MARCHE

Au Maroc, le secteur du crédit à la consommation est dominé par la catégorie Prêt personnel ou Prêt non affecté qui représente 73% de la production totale du secteur en 2001. Cela s'explique par la latitude laissée aux ménages quant à l'utilisation de ces fonds.



Source : APSF

Le secteur a connu une évolution rapide de son activité : + 35,1% de croissance annuelle moyenne entre 1995 et 1998. Cela se justifie par l'amélioration de la qualité de vie des ménages marocains qui accèdent progressivement à une consommation de masse dans tous les secteurs. Par le passé, les consommateurs marocains souffraient d'un sous équipement flagrant du fait notamment des prix excessifs de certains produits conjugués à un phénomène de bas salaire. Cette tendance s'est renversée grâce au libéralisme économique et social qu'a connu le Maroc pendant la dernière décennie.

Ainsi, cette croissance rapide a été uniforme dans tous les segments du crédit à la consommation. Par ailleurs, son accélération résulte de la sortie du Maroc des périodes de récession 1992, 1993 et 1995. L'évolution la plus importante a été celle du Prêt Personnel : 28% en moyenne annuelle depuis 1995.

Production (en MDH)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Moyenne annuelle
Prêt personnels	1 980	3 228	4 514	5 313	5 635	6 316	
variation	15,0%	63,0%	39,8%	17,7%	6,1%	12,1%	27,7%

Depuis 1999, le secteur du crédit à la consommation est entré dans une phase de restructuration globale entraînant une baisse de la production de -1.6% en 1999 et -3.1% en 2000. Cette baisse résulte d'une part de l'assainissement du réseau de revendeurs qui a entraîné la diminution des crédits d'équipement des ménages distribués et d'autre part de la dégradation du TEG qui a contraint les opérateurs du secteur à plus de sélectivité en matière de risque.

En 2001, le secteur a renoué avec la croissance, les réalisations globales ayant progressé de 3.8%.

L'encours du marché du crédit à la consommation a atteint 18 335 MDH en 2001 contre 16977 MDH en 2000, soit une croissance annuelle de 8.0%.

ACTIVITE DE WAFASALAF

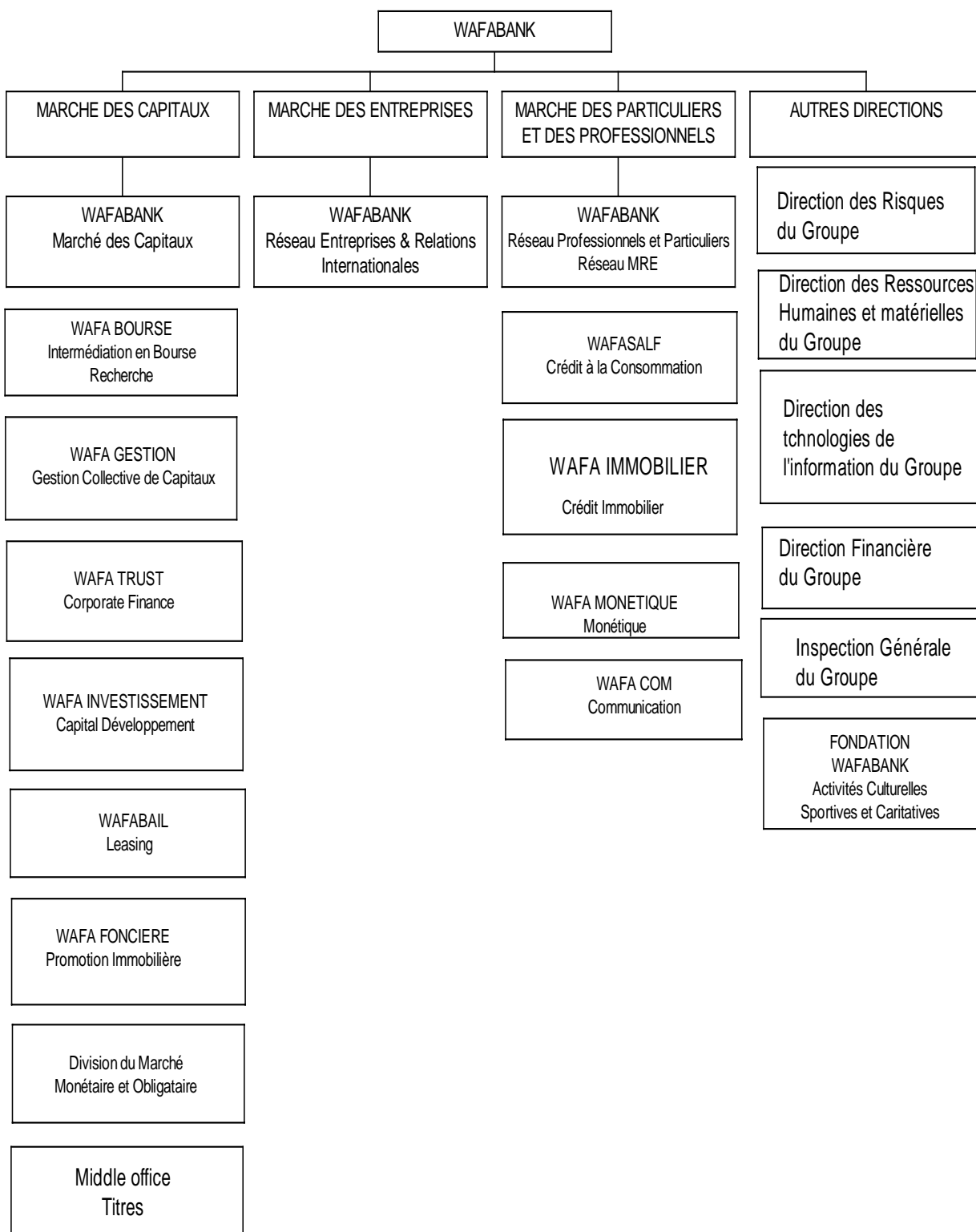
A. HISTORIQUE

- Wafasalaf a été fondée en **1986** par Wafabank, troisième groupe bancaire privé² du Maroc et Sofinco, Groupe français de crédit à la consommation et filiale du Groupe Crédit Agricole Indosuez. Wafasalaf est devenue opérationnelle en **1988**.
- En **1989**, en lançant le prêt personnel, Wafasalaf est la première société de financement à diversifier son catalogue de produit en commercialisant des crédits non adossés à des biens durables (tels les véhicules automobiles ou l'équipement des ménages).
- Wafasalaf tente également l'expérience en **1990** du financement du matériel agricole mais compte tenu des difficultés des agriculteurs en cette période de sécheresse, ce segment s'est révélé non intéressant et Wafasalaf abandonna ce produit.
- En **1991**, les consommateurs marocains découvrent le crédit revolving, une fois encore sur l'initiative de Wafasalaf ;
- En **1995**, Wafasalaf lance le crédit loisirs en partenariat avec des tours opérateurs ou des agences de voyages tels Eden Tours, etc.
- En **1996**, Wafasalaf signe un accord de partenariat avec Fiat suivi en 1997 par un accord avec successivement Sony et Whirlpool.
- En **2000**, Wafasalaf met en place une plate forme de télégestion permettant de fluidifier les opérations de gestions ainsi que le traitement des réclamations de la clientèle. Par ailleurs, Wafasalaf conclue de nouveaux partenariats d'une part dans le domaine de l'informatique et de l'ameublement visant à développer les prêts d'équipement des ménages et d'autre part avec Barid Al Maghrib afin de développer sa présence dans des régions non couvertes par son réseau propre.
- En **2001**, la gamme des financements automobiles de Wafasalaf a été enrichie par deux nouveaux produits, « Pakoto » qui est une offre globale conçue en synergie avec Wafa Assurance - incluant, en exclusivité sur le marché marocain, la mensualisation gratuite de l'assurance automobile et le financement de l'entretien - et « Leasoto », formule de location avec option d'achat qui cible davantage la montée en gamme de la clientèle des particuliers s'adressant à Wafasalaf pour le financement de leur voiture particulière. Par ailleurs, une nouvelle formule de recrutement de clientèle, le parrainage, a été lancée avec succès, capitalisant ainsi sur l'image de Wafasalaf auprès de ses clients.

² Source : GPBM

B. RELATIONS INTRA GROUPE WAFABANK

WAFASALAF est filiale à hauteur de 65% du Groupe Wafabank dont l'organigramme est le suivant :



Wafasalaf entretient des relations avec des filiales du Groupe Wafabank. Ces relations permettent d'améliorer la productivité et la rentabilité de la société en exploitant les synergies existantes au niveau du Groupe Wafabank.

Wafasalaf a ainsi des relations commerciales avec **Wafa Trust** et **Wafa Assurance** dans les domaines du conseil, de l'ingénierie financière et des couvertures de sinistres.

Wafasalaf a également développé de nouvelles relations avec :

- **Wafamonétique** : Wafasalaf est en étroite collaboration avec Wafamonétique dans tous ses projets monétiques. La télé collecte de la carte Master Card Wafasalaf est par exemple assurée par Wafamonétique. Cette dernière se place également en tant que partenaire privilégié dans le projet de mise en place de nouvelles cartes privatives.
- **Wafa Systèmes Data** : Celle-ci est chargée par Wafasalaf de la mise sous pli et l'affranchissement du courrier de la société. Elle est également en charge de la téléphonie du siège en collaboration avec le département Nouvelle Technologie.
- **Wafa Systèmes Finance** : des échanges de fichiers s'opèrent entre cette filiale et Wafasalaf, dans le cadre d'un assainissement des informations de clients communs.
- **Wafabank, Direction des particuliers** : Cette direction sous-traite le montage des crédits express par la plate-forme Télémarketing de Wafasalaf.
- **Wafabank** : En concurrence avec d'autres établissements bancaires du Maroc, Wafabank délivre des prêts bancaires à sa filiale dans un cadre classique de relations « clients / fournisseurs ».

Les flux financiers net entre Wafasalaf, Wafabank et les filiales de Wafabank au 31/12/01 se résument comme suit :

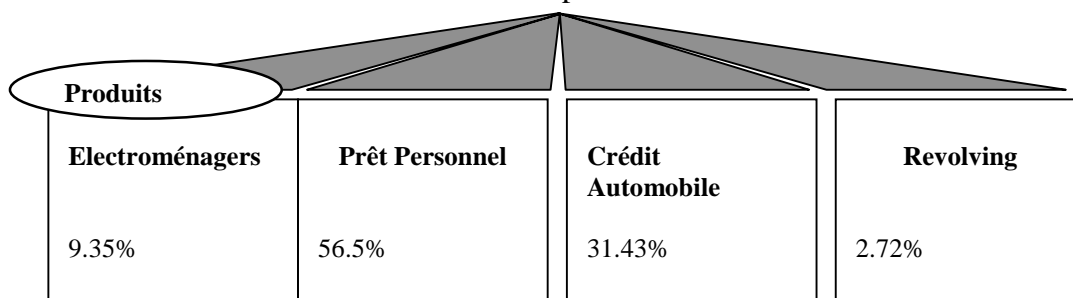
En KDH	31/12/01
WAFABANK	-1 065 934
Wafa MONETIQUE	100
Wafa IMMOBILIER	-130 392
Wafa BAIL	40
Wafa ASSURANCES	3 500
TOTAL	-1 192 686

C. ACTIVITE DE WAFASALAF

Wafasalaf, filiale du Groupe Wafabank en partenariat avec Sofinco, est une société de crédit à la consommation multi-produits à l'exception de l'immobilier. Elle a été la première à innover sa gamme de produit en introduisant le prêt personnel en 1989 suivi du crédit revolving en 1991.

Le produits d'exploitation bancaire de Wafasalaf s'est élevé en 2001 à près de 427 MDH. La production en 2001 s'est établit à 1811 MDH dont 57% dans le segment Prêt Personnel et 31% dans le crédit automobile.

Ventilation Produits/ Clients de Wafasalaf en fonction de la production 2001
100% : 1811MDH de production 2001



Evolution de la production de Wafasalaf par produits par rapport au secteur

Désignations	Equipement des Ménages	Prêts personnels et revolving	AUTO	Autres	TOTAL
<i>Année 1999</i>					
Production Globale	805	5 313	2 265	241	8 624
Evolution 99/98	-50,3%	17,7%	11,5%	-59,8%	-1,6%
Wafasalaf	222	1052	636		1 910
Evolution 99/98	43,7%	18,1%	31,4%		24,9%
Durée moyenne	22,8	42,5	38,8		38,6
<i>Année 2000</i>					
Production Globale	537	5 635	1 952	235	8 358
Evolution 00/99	-33,3%	6,1%	-13,8%	-2,7%	-3,1%
Wafasalaf	157	903	441		1 500
Evolution 00/99	-29%	-14,2%	-31%		-21%
Durée moyenne	21,2	44,9	38,9		40,2
<i>Année 2001</i>					
Production Globale	467	6 316	1 738	159	8 680
Evolution 01/00	-13,0%	12,1%	-10,9%	-32,3%	3,8%
Wafasalaf	169	1 073	569		1 811
Evolution 01/00	8%	18,9%	29%		20,7%
Durée moyenne	19,8	47,2	39,5		41,9

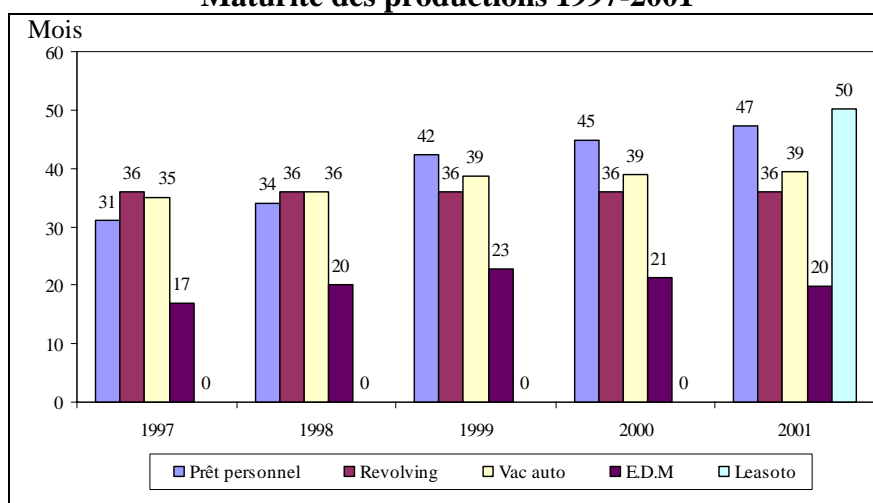
Production en MDH

Durée moyenne en nombre de mois

Comme le montre le tableau ci-dessus, la progression de la production de Wafasalaf en 2001, soit 21%, est essentiellement liée à l'augmentation des prêts personnels et des crédits automobiles qui ont enregistré une croissance de respectivement 19% et 29%.

La production de Wafasalaf a connu une progression importante depuis 1997 : + 15% de croissance annuelle moyenne jusqu'en 2001. Cette croissance a concerné également la durée moyenne de la production de chaque exercice, qui est passée de 32 mois à 42 mois entre 1997 et 2001.

Wafasalaf Maturité des productions 1997-2001



Sources : Wafasalaf

Dans un contexte de baisse des taux de sortie, Wafasalaf a volontairement encouragé la hausse des maturités de la production depuis 1999 et ce, dans un souci de préservation de sa rentabilité.

D. RESEAU DE DISTRIBUTION

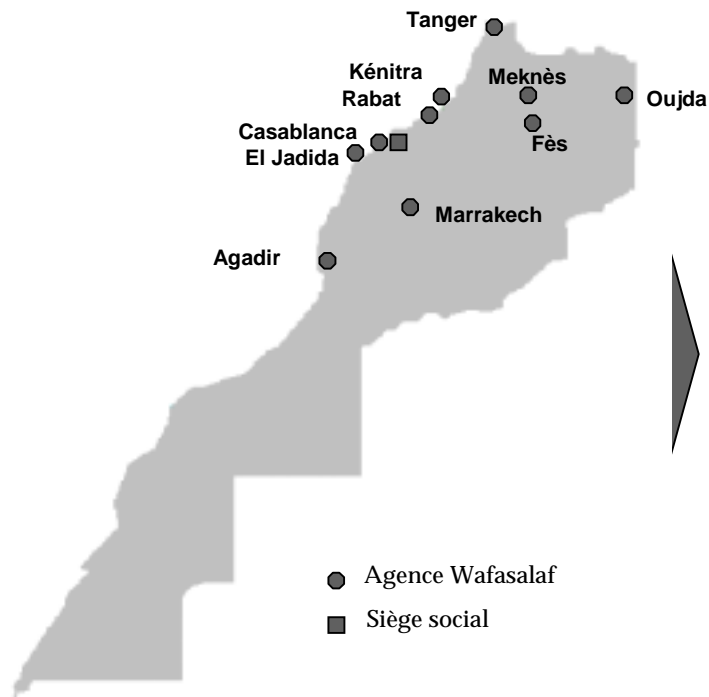
Wafasalaf distribue ses produits par le biais de 3 canaux distincts : son réseau d'agences propre, Salaf Express et Barid Al Maghrib.

Le développement du réseau est primordial pour attirer la clientèle de prélèvement bancaire ciblée par Wafasalaf. En effet, le marché du crédit personnel est en pleine croissance et la proximité est un facteur déterminant. Par conséquent, Wafasalaf mène une politique active d'ouverture d'agences. Le réseau a contribué à hauteur de 95% à la production de Wafasalaf en 2001.

Le réseau de Barid Al Maghrib, contribue également depuis 2000 aux réalisations de Wafasalaf en réalisant plus de 2% de la production globale en 2001.

Salaf Express, distribué par le réseau Wafabank en 2001, a contribué à hauteur de près de 3% aux réalisations de Wafasalaf.

Wafasalaf Réseau de distribution



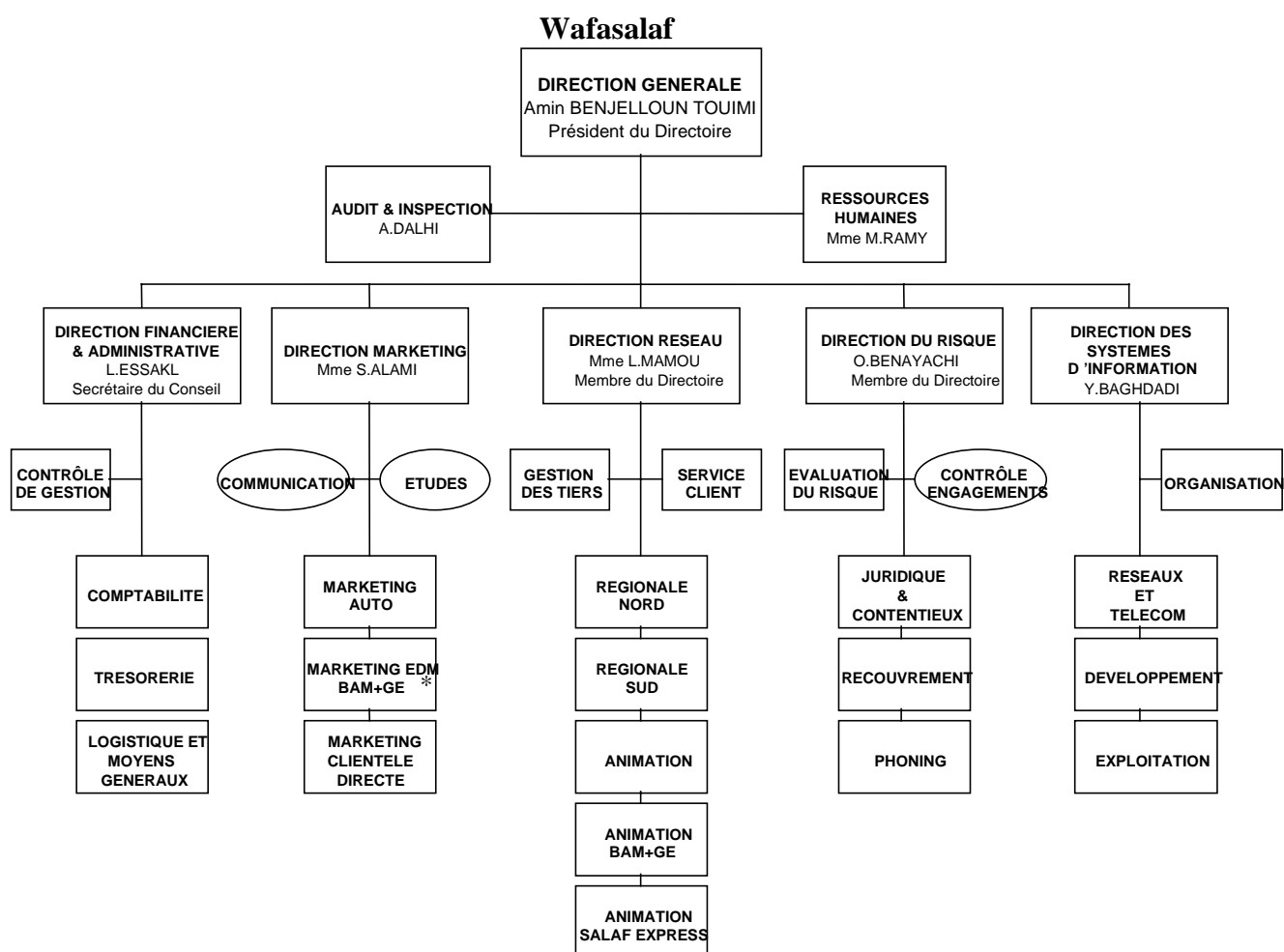
Wafasalaf couvre toutes les grandes villes du Maroc à travers son réseau de 13 agences. En outre, Wafasalaf s'appuie depuis 1999 sur un réseau limité et sélectionné de courtiers.

Wafasalaf dispose d'un réseau de partenaires commerciaux composé de 155 concessionnaires automobiles, 256 revendeurs de produits d'équipements des ménages et de 189 conventions signées avec les grandes entreprises.

E. ORGANISATION

• ORGANIGRAMME DE WAFASALAF

La gestion de Wafasalaf est assurée par un comité de Direction composé de 6 membres. Ce comité, qui se réunit périodiquement, a pour objet de coordonner et de suivre l'exécution des plans d'actions découlant des orientations stratégiques arrêtées par le Conseil de Surveillance. Il est composé de Président du Directoire et des cadres de direction.



*BAM : Barid Al Maghrib
GE : Grande Entreprises

- **CURRICULUM VITAE DES DIRIGEANTS DE WAFASALAF**

M Amin BENJELLOUN TOUIMI (45 ans) est titulaire d'un Doctorat de Statistiques de l'Université Pierre et Marie Curie (PARIS 6). A partir de 1985, il enseigne dans diverses universités parisiennes dont l'université Paris Dauphine dans laquelle il fut nommé Assistant Associé en 1987.

De retour au Maroc en 1990, il intégra le Groupe WAFABANK à travers la filiale WAFABAIL en qualité de Chargé de mission auprès de la Direction Générale.

De 1991 à 1996, il occupa plusieurs responsabilités au sein de WAFASALAF dont la Direction des Systèmes d'Information. Appelé au sein de la Banque fin 96, il pris en charge le Contrôle de Gestion à la Direction Financière du Groupe. Trois ans plus tard, il a été promu Secrétaire Général de WAFABANK. En novembre 2000, M. BENJELLOUN revient à WAFASALAF en qualité d'Administrateur Directeur Général ; il préside aujourd'hui le Directoire de WAFASALAF.

M. Lemghari ESSAKL (38ans) : après un DEUG en Sciences Economiques obtenu en 1984 en France, M. ESSAKL a poursuivi son cursus scolaire sanctionné par un DUT/GEA option « Finance – Comptabilité » en 1986, une Maîtrise en Sciences Economiques « Economie et Gestion des entreprises en 1988 et un diplôme d'Etudes Supérieures Comptabilité et Contrôle de Gestion en 1989. Il intègre en 1990 le Lycée Pétrelle à Paris où il enseigne la Comptabilité, l'Economie et la Gestion d'Entreprise. En 1992, il collabore avec un cabinet d'Expertise Comptable à Amiens en assurant la totalité des opérations comptables jusqu'à l'élaboration du bilan de divers clients du cabinet. En 1993, il est assistant du Service du Développement et du Conseil aux Entreprises Artisanales à la Chambre des Métiers du Département de la Somme en France. En 1995, M. ESSAKL obtient le DECF, Diplôme d'Etat des Etudes Comptables et Financières à Paris. En 1996, M. ESSAKL intègre le Pôle Immobilier de l'ONA dont il assurera la Direction Financière jusqu'en 1998.

Depuis 1998, M. ESSAKL est directeur administratif et financier de Wafasalaf.

Mme Leila MAMOU (38 ans) a obtenu un DESS à l'IAE de Caen en 1987, option Gestion des Entreprises et Administrations Publiques après une maîtrise en Administration Economique et Sociale option Finances et Comptabilité obtenu en 1986 à la faculté d'Aix –Marseille. En 1989, Mme MAMOU est auditeur externe au sein du Cabinet Saba & co. En 1990, elle intègre Wafasalaf en tant que chargée des opérations de gestion. Depuis, Mme MAMOU a occupé plusieurs fonction au sein de Wafasalaf : elle a été respectivement Responsable du Contrôle de Gestion et Directeur du Traitement du Risque.

Depuis juin 1998, Mme MAMOU est Directeur du Réseau et des Partenariats.

M. Youssef BAGHDADI (41 ans) : Diplômé en maîtrise d'Ingénierie en Informatique en 1987 à l'ISIAL, Université de Nancy, M. BAGHDADI revient au Maroc pour enseigner l'Informatique à l'EFET à Marrakech. En 1989, il est Responsable de la Division Informatique à l'établissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE). Depuis 1991, M BAGHDADI est successivement Responsable du Département Informatique Central au sein de Wafasalaf.

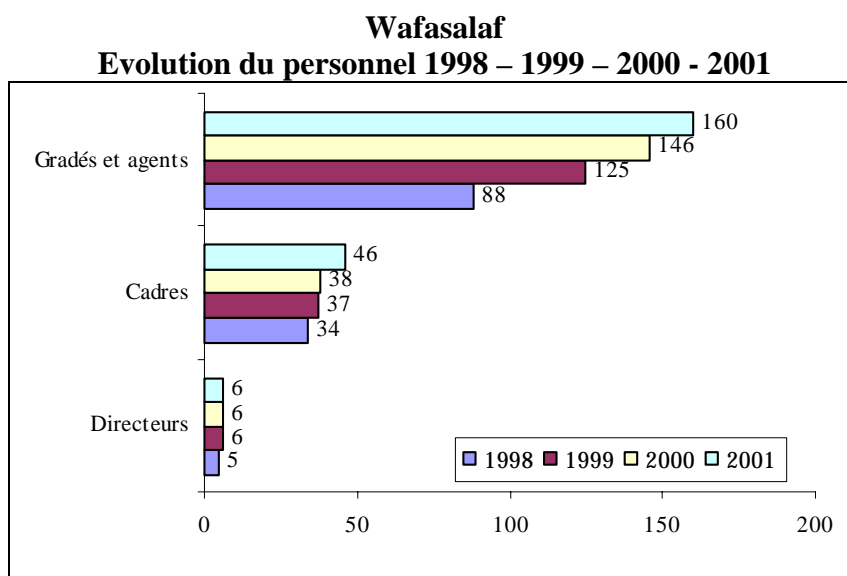
M. BAGHDADI occupe actuellement le poste de Directeur des systèmes d'informations.

M. Omar BENAYACHI ALAMI (36 ans) a obtenu le diplôme de l'Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises (ISCAE) en 1989. Il intègre dès sa sortie de l'institut Union bail à Casablanca. En 1990, M. BANAYACHI rejoint la BMCE puis en 1992, Wafasalaf où il est successivement Responsable de l'Agence de Rabat jusqu'en 1995, puis Responsable du Département Pré-Contentieux. En 1997, il est promu Directeur des Partenariats.

Actuellement, M. BENAYACHI occupe le poste de Directeur du Traitement du Risque.

F. RESSOURCES HUMAINES

Les ressources humaines de Wafasalaf ont augmenté en corrélation directe avec l'évolution de l'activité. De 1997 à 2002, le personnel de Wafasalaf a évolué de 21% en moyenne annuelle passant d'un effectif total de 101 à 212 personnes :

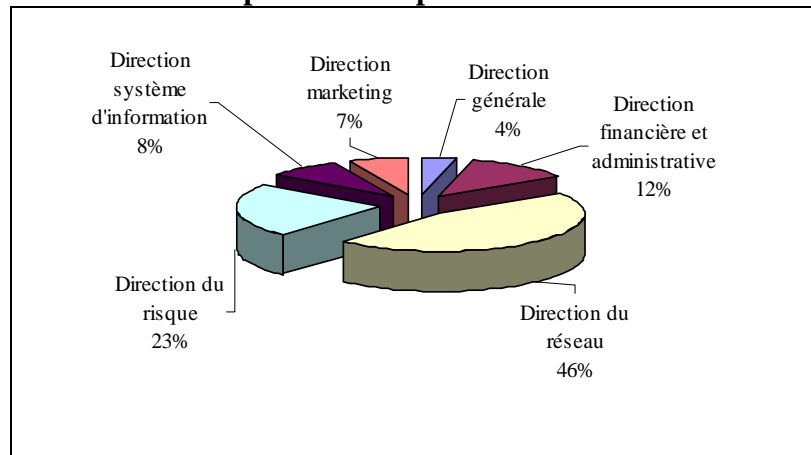


Source : Wafasalaf

Le taux d'encadrement (total cadres / total salariés) de Wafasalaf est de 25% en 2001. Il était de 31% en 1998 et 33% en 1997. Cette baisse du taux d'encadrement se justifie par l'embauche de personnel commercial destiné au réseau.

A fin décembre 2001, Wafasalaf employait au total 212 salariés. La direction Réseaux et Partenariat regroupe la plus importante part de l'effectif global car regroupant également l'effectif des 13 agences de Wafasalaf.

Répartition du personnel 2001



Source : Wafasalaf

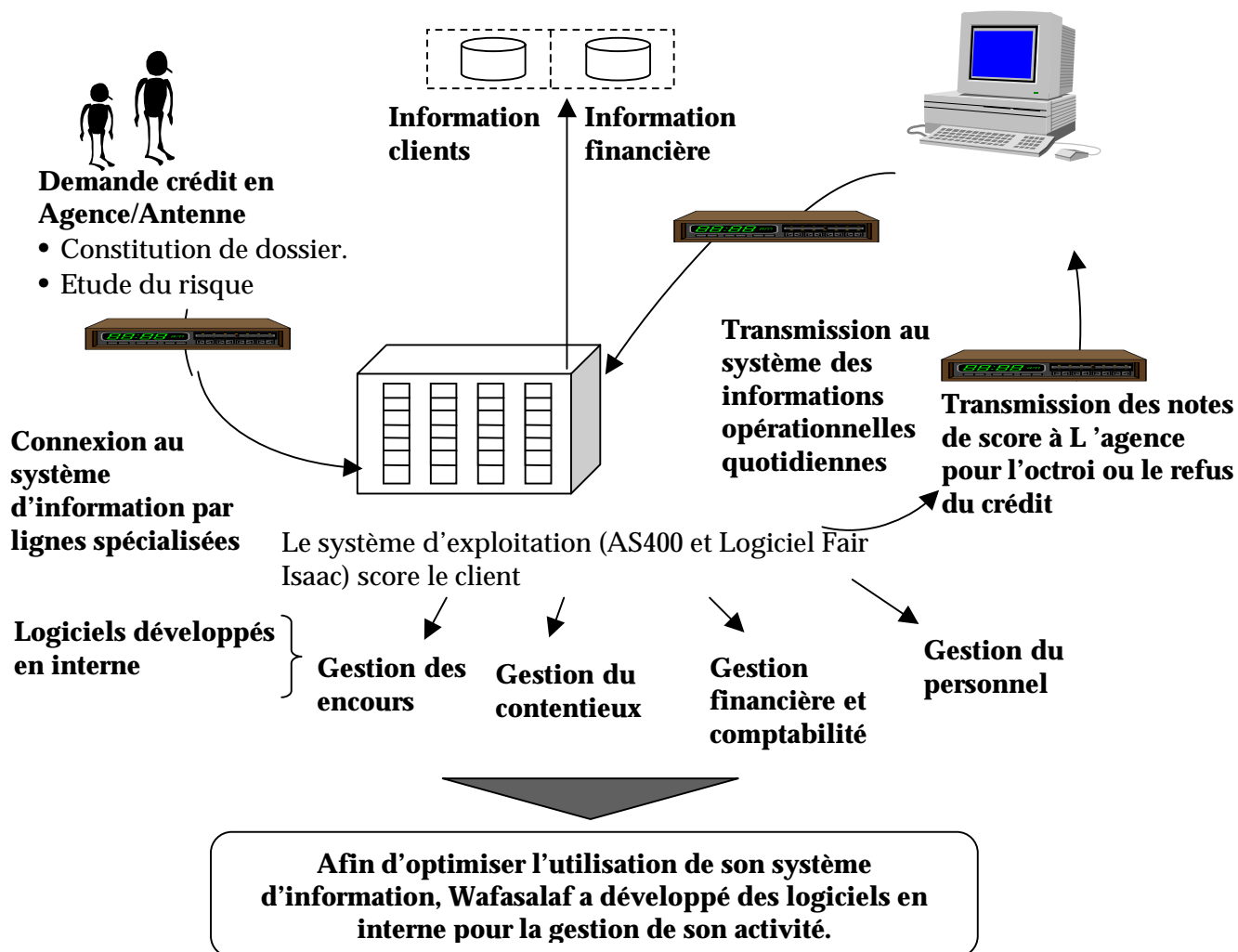
Le taux de réalisations (production) par salarié est de 8.5 MDH en 2001 contre 7.9 MDH en 2000.

G. RESSOURCES MATERIELLES

Wafasalaf dispose d'un système d'information qui intègre le processus décisionnel (montage et prise de décision) et la gestion des prêts.

En effet, celui-ci permet la constitution d'une base de données stratégique et une gestion administrative efficiente. C'est pour cela que Wafasalaf y a investi les ressources humaines et financières nécessaires.

Le développement de grilles de score spécifiques (développé sur un historique de Wafasalaf) et la décentralisation de la prise de décision permettent une étude rapide et efficace des demandes de prêts.



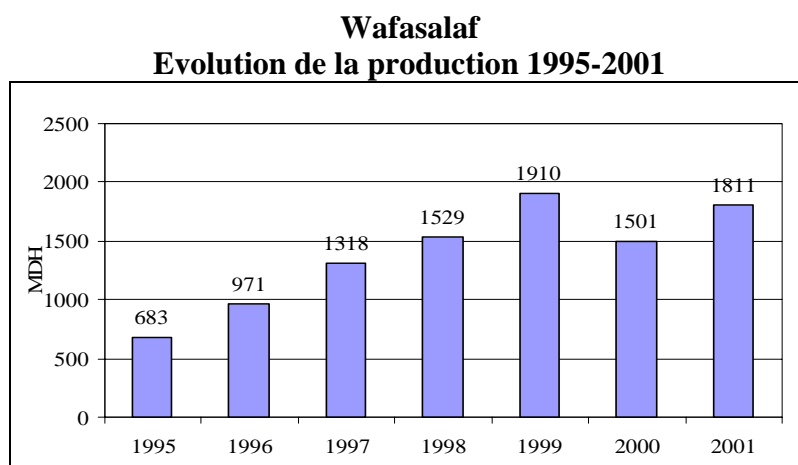
Source:Wafasalaf

Les investissements de Wafasalaf visent en priorité l'amélioration des systèmes d'informations (hardware et software) le lancement et l'exploitation de nouvelles agences.

H. POSITIONNEMENT DE WAFASALAF

a. Production

Malgré un marché marocain dominé par les récessions économiques de 1992, 1993 et 1995, Wafasalaf a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 25% sur la période 1996 – 1999. En 2000, la production a baissé de 21% pour renouer avec une croissance de 21% en 2001.



Sources: Wafasalaf

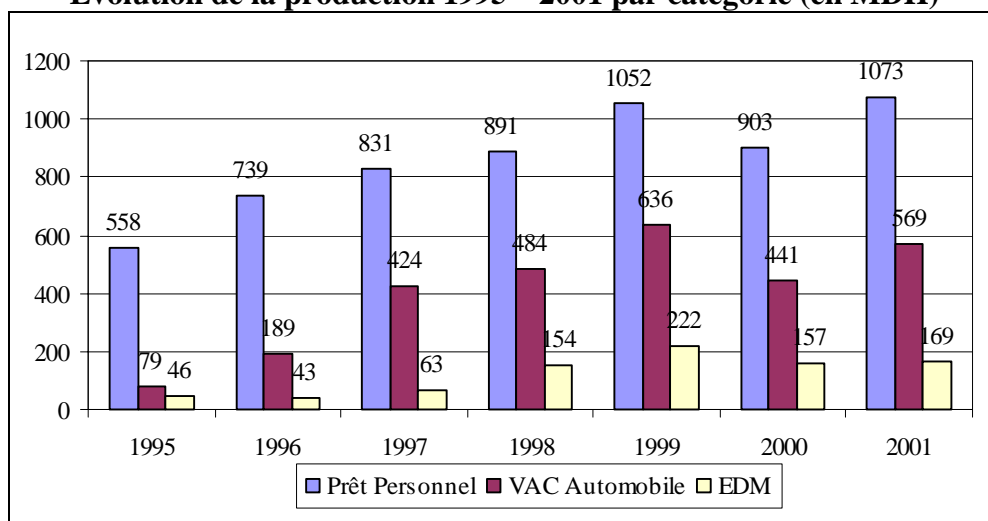
Le retournement de croissance enregistré par Wafasalaf en 2000 s'inscrit dans une restructuration globale du secteur du crédit à la consommation qui a connu une baisse de la production de -1.6% en 1999 et -3.1% en 2000. Cette baisse résulte d'une part de l'assainissement du réseau de revendeurs qui a entraîné la diminution des crédits d'équipement des ménages distribués et d'autre part de la dégradation du TEG qui a contraint les opérateurs du secteur vers plus de sélectivité en matière de risque.

L'évolution de la production de Wafasalaf depuis 1996 n'a pas été homogène pour toutes les catégories de produits. De 1996 à 1999 la croissance annuelle moyenne des crédits automobile s'est établie à 77.3% contre 57.1% pour l'équipement des ménages et 17.5% pour les prêts personnels.

La performance du produit Automobile se justifie notamment par la signature d'un contrat de partenariat entre Wafasalaf et Fiat, leader du marché automobile au Maroc depuis 1997. Fiat a été à l'origine de la voiture économique, Fiat Uno, qui a connu le plus important succès dans ce secteur auprès des consommateurs marocains ces dernières années (source : AMICA, circulaire 59/99).

Après la baisse enregistrée en 2000, soit respectivement -30.7%, -29.3% et -14.2% pour l'automobile, l'Équipement des Ménages et le Prêt Personnel, ces trois catégories de produits ont enregistré une progression de 29%, 7.6% et 18.9% en 2001.

Wafasalaf
Evolution de la production 1995 – 2001 par catégorie (en MDH)

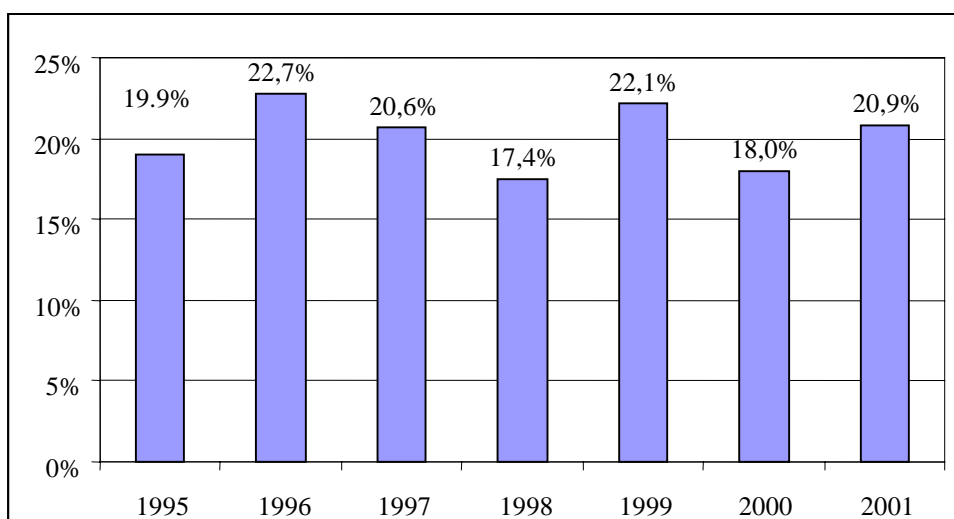


Source : Wafasalaf

La croissance de la production jusqu'en 2000 a fortement influencé la part de marché de Wafasalaf qui passe de 19,9% en 1995 à 22,1% en décembre 1999.

En 2000, la part de marché de Wafasalaf est ramenée à 18,0% mais renoue avec la croissance dès 2001 pour s'établir à 20,9%.

Wafasalaf
Evolution de la part de marché production
1995-2001



Source : Wafasalaf ; APSF

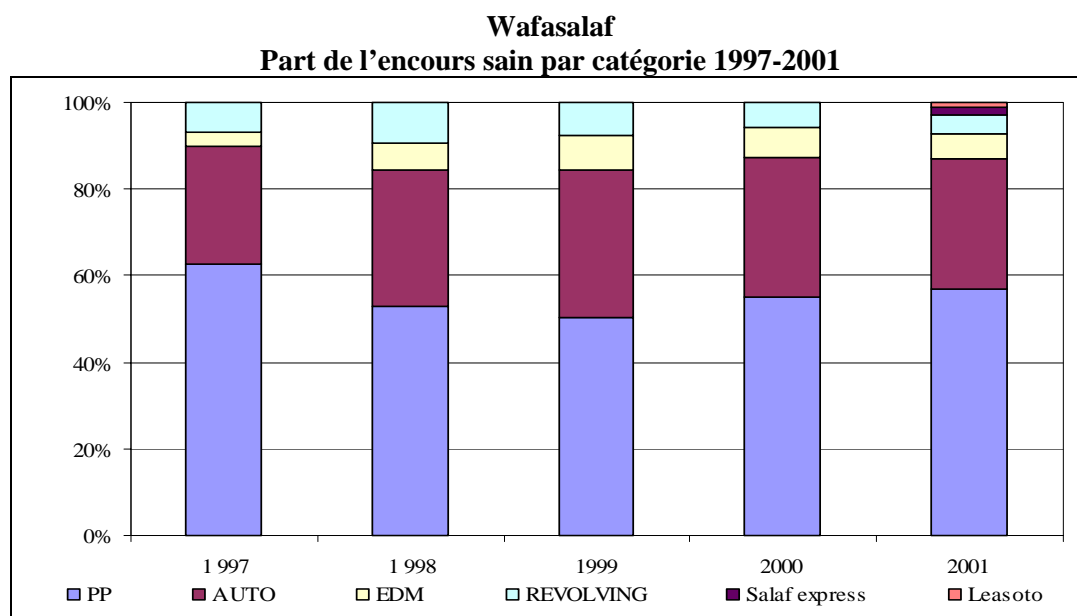
La baisse de la part de marché de Wafasalaf en 2000 se justifie notamment par :

- L'arrivée sur le marché du crédit à la consommation de plusieurs intervenants : Attijari Celetem, Salafin, Taslif,etc. ;
- Le lancement par plusieurs concurrents du produit Automobile jusqu'alors réservé à quelques sociétés de financement ;
- Le lancement par des concurrents de produits de financement de véhicules utilitaires lourds, créneau rarement exploité par Wafasalaf ;
- La généralisation par tous les intervenants du secteur du prêt personnel. Sur ce point, les crédits accordés aux fonctionnaires doivent respecter un certain nombre de critères notamment ceux qui fixent le salaire minimum après toute retenue. Ce dernier a été relevé de 500 Dh/mois à 1000 Dh/mois. Wafasalaf a toujours respecté ce dernier seuil et ce, bien avant sa fixation en 1999.

b. Encours

L'encours brut de provisions de Wafasalaf s'est établi à 3 292 millions de dirhams en 2001, en hausse de 12% par rapport à 2000. L'encours sain de Wafasalaf est dominé, à l'instar de la production, par la catégorie Prêt Personnel qui représente 62% de l'encours au 31 décembre 2001.

La répartition de l'encours sain Wafasalaf lors des cinq derniers exercices se présente comme suit :



Source : Wafasalaf

Evolution de l'encours sain par produits

(en MDH)	PRET PERSONNEL	AUTOMOBILE	Equipement des ménages	TOTAL
Wafasalaf				
1999	1 503	873	205	2 581
2000	1 545	809	172	2 526
2001	1 760	853	218	2 831
Variation 2000/2001	13,9%	5,4%	27,0%	
Structure 2001	62,2%	30,1%	7,7%	100%
Secteur				
1999	7 724	3 284	2 197	13 205
2000	9 107	3 224	1 612	13 943
2001	10 622	3 100	1 225	14 947
Variation 2000/2001	16,6%	-3,8%	-24,0%	
Structure 2001	71,1%	20,7%	8,2%	100%

Source : Wafasalaf

Ventilation des créances sur la clientèle suivant la durée résiduelle

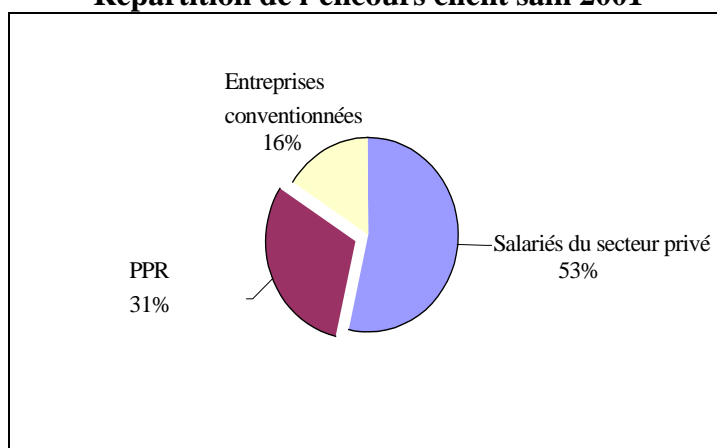
En KDH	D<1 mois	1 mois <D> 3 mois	1 mois <D> 1an	1 an <D> 5ans	D> 5 ans	Total
Créances sur la clientèle nettes	429 546	299 230	762 352	1460 654	18 909	2 970 665

Même si la part du Prêt personnel a baissé (de 63% en 1997 à 62% en 2001), celle-ci demeure prépondérante dans l'encours de Wafasalaf. Cette baisse s'explique par la montée en puissance du produit VAC Auto dans la production de Wafasalaf grâce au contrat de partenariat conclu avec la marque automobile Fiat.

La clientèle issue de la filière « salariés du secteur privé » représente plus de 53% de l'encours client sain en 2001. L'importance de cette clientèle se justifie par l'effort commercial de Wafasalaf dans ses agences propres ainsi qu'au sein du réseau d'agences de Wafabank.

Les fonctionnaires des organismes publics représentent quant à eux près de 31% de l'encours client sains de Wafasalaf en 2001, ce qui témoigne du potentiel restant dans ce segment de clientèle.

Wafasalaf Répartition de l'encours client sain 2001



Source: Wafasalaf

SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DE WAFASALAF

La situation des comptes au 31/12/1999 a été retraitée par Wafasalaf et validée par les commissaires aux comptes suivant les nouvelles dispositions du PCEC afin de permettre la comparaison.

I. COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Présentation de l'ESG simplifié 1999 - 2001

I. TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

(MDH)

	1999	2000	2001	Variation 2000/2001
Intérêts et produits assimilés	419,82	433,34	415,50	-4,1%
Intérêts et charges assimilées	175,19	184,84	184,69	-0,1%
Marge d'intérêt	244,63	248,50	230,82	-7,1%
Produit des immobilisations en crédit-bail et en location	0,00	0,00	6,97	
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0,00	0,00	2,02	
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	0,00	0,00	4,96	
Commissions perçues	5,93	4,04	4,26	5%
Commission servies	2,72	7,09	3,21	-55%
Marges sur commissions	3,21	-3,05	1,05	-134%
Divers autres produits bancaires	0,00	0,00	0,00	
Diverses autres charges bancaires	1,18	1,48	1,40	-5,1%
PRODUITS NET BANCAIRE	246,66	243,97	235,42	-3,5%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,0%
Autres produits d'exploitation non bancaire	7,20	5,94	7,12	19,8%
Autres charges d'exploitation non bancaire	0,00	0,00	0,00	0,0%
Charges générales d'exploitation	82,46	83,35	89,77	7,7%
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	171,40	166,56	152,77	-8,3%
Dotation nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	79,88	99,87	71,37	-29%
Autres dotations nettes des reprises aux provisions	0,00	0,00	0,00	
RÉSULTAT COURANT	91,52	66,69	81,40	22%
RÉSULTAT NON COURANT	1,09	0,91	1,20	31%
Impôts sur les résultats	36,38	27,32	33,29	22%
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	56,24	40,28	49,31	22%

Produit Net Bancaire

Comme nous pouvons le constater, la marge d'intérêt de Wafasalaf a diminué de 7.1% entre 2000 et 2001. Cette baisse résulte directement de la dégradation du TEG depuis 1999 entraînant la diminution des produits d'intérêt de 4% en 2001.

Le rendement moyen des crédits de Wafasalaf est donc passé de 16.2% en 2000 à 14.7% en 2001, en partie compensé par l'amélioration du coût moyen de refinancement qui est réduit de 7.8% en 2000 à 7.2% en 2001.

Notons en effet que malgré l'augmentation de l'endettement de près de 13%, les charges d'intérêts de Wafasalaf ont quasiment stagné en 2001.

	1999	2000	2001
Rendement moyen des crédits (1)	17,91%	16,21%	14,74%
Coût moyen de refinancement (2)	8,48%	7,80%	7,22%
Marge d'intermédiation moyenne (1)-(2)	9,43%	8,41%	7,53%

(1) Produits d'intérêt / encours de crédits nets moyen

(2) Charges d'intérêt / endettement net moyen

Source : Wafasalaf

Le lancement de « Leasoto », formule de location automobile avec option d'achat, a permis à Wafasalaf de réaliser en 2001 un résultat des opérations de crédit-bail et de location de 5 MDH.

Le Produit net bancaire de Wafasalaf, constitué à hauteur de 98% par la marge d'intérêt, s'établit donc à 235 MDH en baisse de 3.5% par rapport à 2000.

Résultat brut d'exploitation

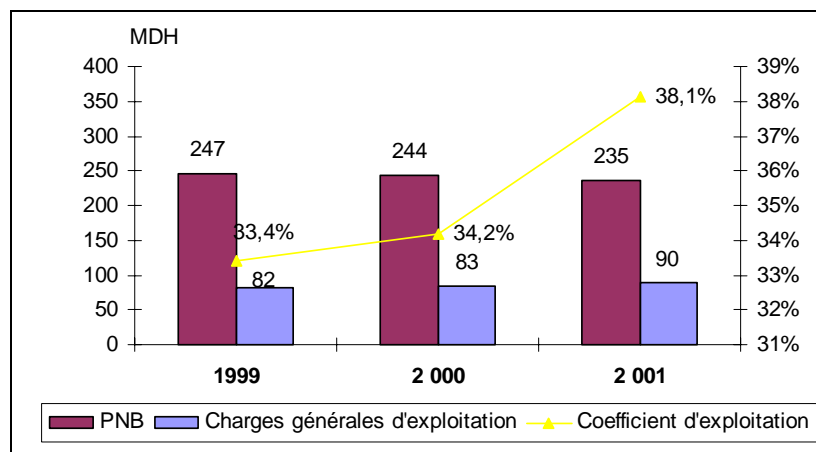
Les produits d'exploitation non bancaire, composés essentiellement de produits accessoires ont enregistré une progression de 19.8% entre 2000 et 2001 pour s'établir à 7.1 MDH. Les produits accessoires regroupent notamment les indemnités de recouvrement, les intérêts de retard et les indemnités de remboursement par anticipation.

Les charges d'exploitation de Wafasalaf ont progressé de 7.7% en 2001 tirées à la hausse par les frais de personnel qui ont augmenté de 8.7% suite au renforcement des effectifs, notamment au niveau du réseau et de la direction du risque.

Par ailleurs, la volonté de Wafasalaf de maîtriser les frais généraux a permis de limiter la croissance des charges externes à 4.5% en 2001.

Enfin, les dotations aux amortissements de Wafasalaf ont augmenté de 10% entre 2000 et 2001 en raison du renouvellement d'une partie du matériel informatique et à l'acquisition de nouveaux logiciels.

Le coefficient d'exploitation (charge générale d'exploitation /PNB) de Wafasalaf s'est établi à 38% en 2001 contre 34% en 2000, cette dégradation étant le résultat de la baisse du PNB conjuguée à la hausse des frais généraux.



Source: Wafasalaf

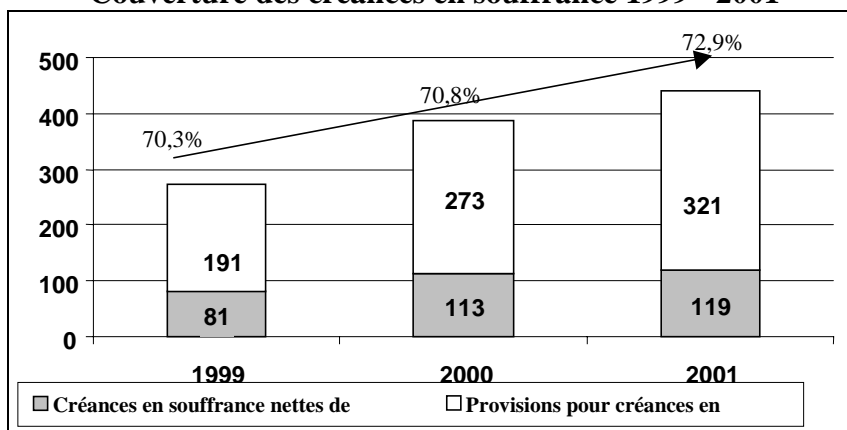
Le résultat brut d'exploitation de Wafasalaf s'est donc élevé à 153 MDH au terme de l'exercice 2001, en baisse de 8.3% par rapport à 2000.

Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions ont augmenté entre 1997 et 1999 de 40,9% en moyenne annuelle et de 25% en 2000. En effet, les nouvelles procédures mise en place entre la Paierie Principale des Rémunérations (ex-DRPP) et les sociétés de crédits à la consommation ainsi les mesures prises à l'encontre des fonctionnaires du corps de l'armée qui ne sont autorisés à souscrire à un prêt qu'après accord de leur supérieur hiérarchique ont provoqué la contraction de la part des fonctionnaires dans la production au profit d'une clientèle issue de la filière « salariés du secteur privé ». D'où la progression de la charge du risque et du taux de provisionnement en croissance de 1997 à 2000.

Wafasalaf a constitué en 2001 une dotation nette des reprises aux provisions pour créances en souffrance de 71 MDH en baisse de 29% par rapport à 2000, le stock de provisions ainsi cumulé passant de 191 MDH 1999 à 321 MDH en 2001.

Wafasalaf Couverture des créances en souffrance 1999 - 2001



Source : Wafasalaf

Résultat non courant

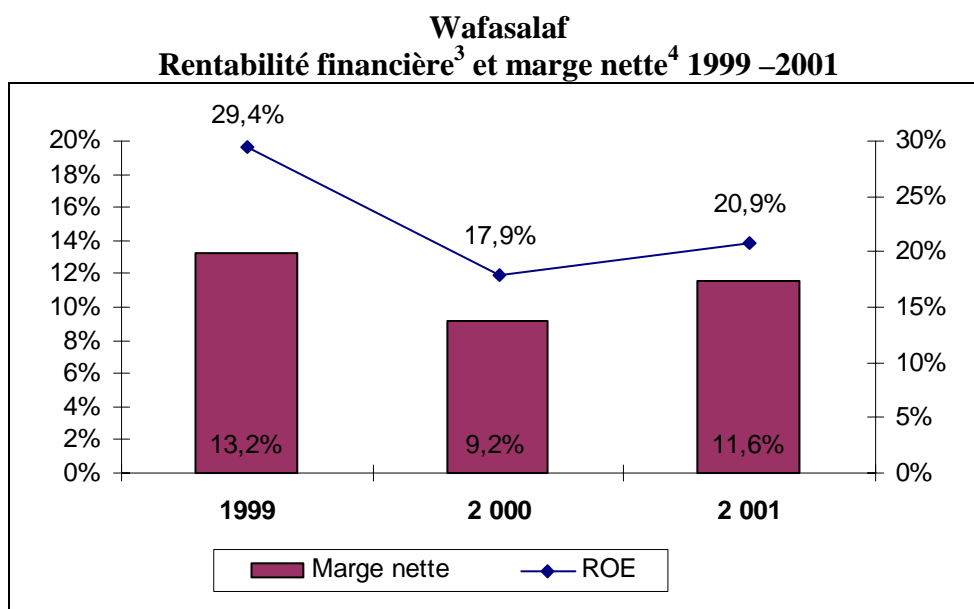
Au terme de l'exercice 2001, Wafasalaf a publié un résultat non courant de 1.2 MDH en hausse de 31% par rapport à 2000. En effet les produits non courant ont augmenté de 37% à 1.3 MDH suite à des reprises de provisions effectuées lors de l'assainissement de la comptabilité.

Résultat net

Malgré la baisse continue du TEG, le résultat de Wafasalaf s'est élevé à 49MDH en 2001, en hausse de 22% par rapport à 2000 notamment grâce à une meilleure maîtrise de la charge du risque.

La marge nette de Wafasalaf est en hausse, passant de 9.21% à 11.55% entre 2000 et 2001.

La rentabilité financière de Wafasalaf est également en amélioration : en effet, celle-ci est de 20.9% en 2001 contre 17.9% en 2000.



Source : Wafasalaf

³ Rentabilité financière en n = résultat net en n / (capitaux propres moyen après répartition n et n-1).

⁴ Marge net en n = résultat net en n / chiffre d'affaires en n.

A. BILAN

Structure de l'actif

ACTIF En KDH	31/12/99 (1)	31/12/00	31/12/01	Variation 00/01
Valeurs en caisse, Banque centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 605	2 362	46 283	1859,7%
Créance sur les établissements de crédit et assimilés	48 832	75 062	27 542	-63,3%
. A vue	11 107	3 669	2 704	-26,3%
. A terme	37 724	71 393	24 838	
Créances sur la clientèle	2 680 707	2 666 208	2 970 666	11,4%
. Crédits de trésorerie et à la consommation	2 590 922	2 540 547	2 894 904	13,9%
. Crédits à l'équipement	0	0	0	
. Crédits immobiliers	14 671	17 860	18 909	5,9%
. Autres crédits (créances déclassées nettes)	75 114	107 801	56 852	-47,3%
Autres actifs	41 259	45 998	32 356	-29,7%
Titres de participation et emplois assimilés	151	151	151	0,0%
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	0	0	37 087	-
11. Immobilisations incorporelles	2 824	8 673	34 997	303,5%
12. Immobilisations corporelles	32 076	31 898	33 034	3,6%
Total de l'actif	2 807 453	2 830 352	3 182 116	12,4%
(1) : Chiffres retraités à titre comparatif				

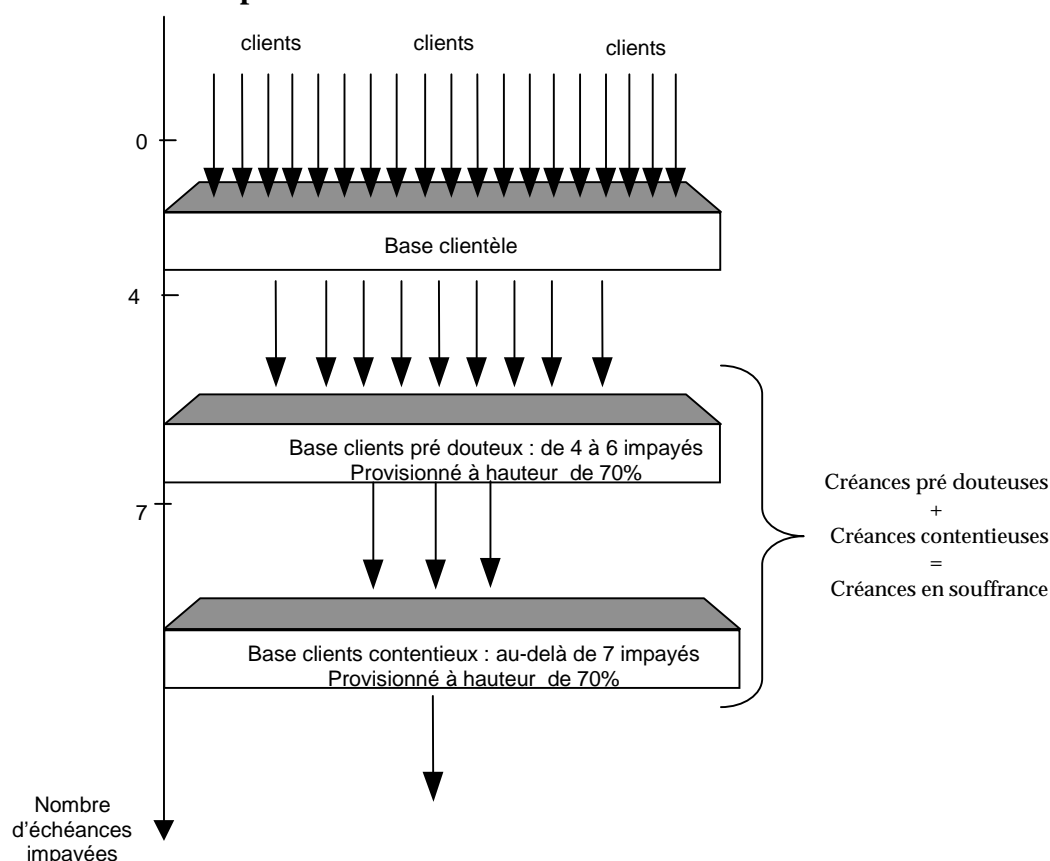
A l'instar de l'ensemble des sociétés de crédit à la consommation, l'actif de Wafasalaf est essentiellement constitué des créances sur la clientèle soit 93.4%. Cet encours net de provisions s'est établi à 2 971 MDH en 2001 contre 2 666 MDH en 2000 enregistrant ainsi une progression de 11.4%.

Avant provisions pour créances en souffrance, l'encours de Wafasalaf est de 3 292 MDH en 2001, en hausse de 12% par rapport à 2000.

Compte tenu de l'importance de la clientèle par prélèvement bancaire, Wafasalaf a mis en place une politique de gestion du risque très prudente. Cette technique, outre le fait qu'elle soit rapide, permet de lancer la procédure de recouvrement dès le premier incident de paiement. Il en résulte au niveau des provisions des créances clients une méthode automatique et standardisée de provisionnement des clients à problème.

Wafasalaf

Méthode de provisionnement des créances clients



Wafasalaf

Provisionnement des créances 1999-2000-2001

(en MDH)	1999	2000	2001
Encours de crédit brut	2 872	2 939	3 292
Encours pré-douteux	70	83	85
Encours contentieux	203	302	355
Total des créances en souffrances	272	385	440
Provisions des créances en souffrance	191	273	321
Taux de provisionnement des créances en souffrances	70,30%	70,80%	72,94%
Taux de contentieux	7,05%	10,28%	10,80%
Taux de pré-douteux	2,43%	2,83%	2,57%

Source : Wafasalaf

Le taux de contentieux de Wafasalaf s'est pratiquement stabilisé entre 2000 et 2001, malgré la croissance de la production de 21% en 2001.

Autres éléments de l'actif

Les créances sur les établissements de crédits sont constituées essentiellement des créances des grandes entreprises conventionnées avec Wafasalaf pour l'octroi d'un crédit à la consommation pour le personnel.

Entre 2000 et 2001, les créances sur les établissements de crédits et assimilés sont passé de 75 MDH à 28 MDH. Cette variation est liée à deux éléments :

- A partir de 2001, ces créances ont été reclassées parmi les créances impayées dès que le retard de paiement dépasse 30 jours.
- Une mission d'assainissement des créances sur les grandes entreprises a été réalisée en 2001, permettant de réduire le montant des créances sur ce type de clientèle.

Les immobilisations données en crédit-bail et en location de 37 MDH en 2001 correspondent au lancement du produit « Leasauto » formule de location automobile avec option d'achat.

Structure du passif

PASSIF En KDH	31/12/99 3(1)	31/12/00	31/12/01	Variation 00/01
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 228 555	1 263 903	1 654 488	30,9%
. A vue	207 622	216 929	554 815	155,8%
. A terme	1 020 933	1 046 974	1 099 673	5,0%
Dépôts sur la clientèle	0	0	149	
Titres de créance émis	1 165 208	1 211 246	1 140 874	-5,8%
. Titres de créance négociables	1 158 857	1 204 224	1 133 115	-5,9%
. Autres titres de créances émis	6 351	7 022	7 758	10,5%
Autres passifs	165 968	93 871	95 042	1,2%
Provisions réglementées	5 669	5 669	5 669	0,0%
Réserves et primes liées au capital	54 079	85 551	115 964	35,5%
Capital	101 731	102 366	103 116	0,7%
Report à nouveau (+/-)	30 001	27 467	17 506	-36,3%
Résultats net de l'exercice (+/-)	56 243	40 279	49 308	22,4%
Total du Passif	2 807 453	2 830 352	3 182 116	12,4%

Les dettes et les fonds propres représentent respectivement 88% et 9% du passif de Wafasalaf en 2001.

Wafasalaf Ventilation des dettes financières

	1999	Structure	2000	Structure	2001	Structure
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 228,55	51,3%	1 263,90	51,1%	1 654,49	59,2%
. A vue	207,62	8,7%	216,93	8,8%	554,82	19,8%
. A terme	1 020,93	42,6%	1 046,97	42,3%	1 099,67	39,3%
Titres de créance émis	1 165,21	48,7%	1 211,25	48,9%	1 140,87	40,8%
. Titres de créance négociables	1 158,86	48,4%	1 204,22	48,7%	1 133,12	40,5%
. Emprunts obligataires	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%
. Autres titres de créances émis	6,35	0,3%	7,02	0,3%	7,76	0,3%
TOTAL	2 393,76	100,0%	2 475,15	100,0%	2 795,36	100,0%

Les dettes envers les établissements de crédits et assimilés ont augmenté de 31% en 2001 passant de 1 264 MDH à 1 655 MDH suite à une augmentation des dettes à vue qui ont été portées de 217 MDH en 2000 à 555 MDH en 2001. Celles-ci ont représenté 20% de l'endettement global en 2001 contre 9% en 2000.

Quant aux dettes à terme vis à vis des établissements de crédit se sont établit à 1 100 MDH, soit 39% de l'endettement global contre 42% en 2000 et 43% en 1999.

Au 31 décembre 2001, l'encours des Bons de Sociétés de Financement (BSF) de Wafasalaf s'est établi à 1 133 MDH, soit 41% de l'endettement global contre 1 204 MDH en 2000 (49% de l'endettement global). Cette baisse résulte d'un remboursement net de 71 MDH.

Avec un volume d'encours de 1 133 MDH de BSF, Wafasalaf présente un ratio 2001 encours BSF/encours client actuel de 35% dans la limite du seuil maximum (40%) fixé par l'article 3 de la circulaire N°3/G/96 de Bank Al Maghrib relative au bons des sociétés de financement.

Le poste « autre passif » d'un montant de 94 MDH en 2001 est essentiellement constitué des provisions pour impôts sur les sociétés.

Tableau de flux de trésorerie

	en milliers de DHS	
	31/12/01	31/12/00
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	97 024	38 770
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	- 34 026	- 11 646
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	- 19 077	- 26 368
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités	43 921	757
Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice	2 362	1 605
Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice	46 283	2 362

La variation nette des liquidités de Wafasalaf s'est établie à 44 MDH en 2001 contre 1 MDH en 2000 grâce à la forte progression des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation qui sont passé de 39 MDH à 97 MDH. La progression de ses flux résulte essentiellement de la croissance de l'endettement à court terme auprès des établissements de crédits telle que décrite ci-dessus.

Par ailleurs, les flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement sont passés de 11.6 MDH à 34.0 MDH en raison essentiellement des acquisitions de logiciels et de matériels informatiques.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement représentent essentiellement les distributions de dividendes qui se sont élevés à 20 MDH en 2001 contre 27 MDH en 2000.

Le produit des émissions objets de la présente Note d'Information ne sera pas utilisé au remboursement de la dette existante mais servira au financement d'une partie de la production de l'exercice 2002.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION

A. PERSPECTIVES DU SECTEUR

Le secteur du crédit à la consommation, épousant les tendances d'évolution de la consommation des ménages, renferme de fortes potentialités de croissance liée au faible équipement des ménages (comme le montrent les statistiques suivantes) et à la structure démographique du pays (population jeune prédisposée à consommer).

Part des ménages disposant de certains biens durables

En %	1991			1998/1999		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Radio	78.8	77.7	78.3	93.7	89.5	91.9
Téléviseur	86.2	30.4	58.9	87.9	45.5	72.3
Parabole	ND	ND	ND	30.7	3.6	21.1
Réfrigérateur	49.6	3.6	27.1	64.5	8.2	44.1
Cuisinière	23.4	1.1	12.5	34.1	37.7	ND
Lave linge	5.4	0.1	2.8	13.1	0.7	9.7
Voiture	12.8	2.0	7.5	17.1	4.3	11.8
Motocyclette	18.0	10.9	14.5	13.3	10.0	11.9
Vélo	12.4	13.5	ND	15.7	15	15.4

Source : Direction de la Statistique « les indicateurs sociaux 1998 et 1999 »

Comme nous pouvons le constater, la consommation des biens autres que les produits de base a sensiblement augmenté au cours des dernières années, révélant une certaine évolution des habitudes de consommation des ménages marocains.

Le niveau d'équipement des ménages marocains demeure toutefois insuffisant et témoigne du potentiel du secteur du crédit à la consommation.

Cette évolution concerne les biens ménagers mais également l'acquisition d'automobiles. Les crédits destinés à l'acquisition de véhicules, représentent 20% de la production du secteur en 2001.

A long terme, le secteur automobile devrait également profiter du démantèlement douanier avec l'entrée en vigueur de l'accord de libre échange.

B. PERSPECTIVES DE WAFASALAF : UNE STRATEGIE BASEE SUR LA MAITRISE DU RISQUE ET LA RENTABILITE

Wafasalaf envisage de rester un opérateur majeur sur le marché du crédit à la consommation en renforçant sa présence à la fois dans :

- Le circuit court : Prêt Personnel et crédit revolving ;
- Le circuit long : Equipement des ménages, Vente à Crédit de l'Automobile et Location avec Option d'Achat (LOA) ;

Les axes stratégiques de cette politique sont :

- Un développement harmonieux sur tous les marchés ;
- Une maîtrise des coûts de gestion ;
- Une maîtrise des coûts du risque ;
- Une diversification des sources de financement.

La réalisation de cette politique permettra à Wafasalaf d'envisager une croissance de son activité et un maintien de sa rentabilité.

En effet, Wafasalaf envisage de réaliser en 2002 un produit d'exploitation bancaire de près de 480 MDH, en augmentation de 12.5% par rapport à l'année 2001.

Wafasalaf anticipe pour l'exercice 2002 un résultat avant impôt et un résultat net de respectivement 95 MDH et 57 MDH soit une hausse de 15.5% par rapport à 2001.

FACTEURS DE RISQUES

Baisse du TEG

Si le taux de sortie moyen des sociétés de crédit à la consommation est limité par un TEG fixé par les autorités monétaires, il n'en est pas de même pour le taux de financement qui peut connaître une influence à la baisse ou à la hausse. Par conséquent, le coût de financement de ces sociétés pourrait renchérir sans forcément que cela soit répercuté sur le taux de sortie moyen. Toutefois, depuis la libéralisation du secteur bancaire en 1995, et suivant une tendance observée mondialement, les taux d'intérêt bancaires n'ont cessé de baisser permettant à certaines sociétés telle que Wafasalaf de bénéficier de conditions de financement avantageuses par rapport à ses concurrents.

Quant au TEG et sa baisse effective depuis avril 1997, celui-ci devrait affecter la rentabilité des sociétés de financement si sa tendance perdure. Wafasalaf devrait être épargnée par un tel événement notamment grâce à son réseau de distribution qui lui permet de drainer davantage de clients et donc de bénéficier d'économie d'échelle.

Provisionnement des créances

Les normes de provisionnement des créances douteuses n'étant pas réglementées, il n'est pas exclu que Bank Al Maghrib intervienne dans ce sens affectant ainsi la rentabilité de certaines sociétés de financement. Wafasalaf, de par les normes de son provisionnement recommandées, notamment, par son actionnaire étranger (Sofinco) a toujours respecté des critères rigoureux. Elle ne devrait donc pas être affectée par une telle mesure réglementaire.

Intensification de la concurrence :

La tendance baissière du TEG a ravivé la concurrence au sein du secteur du crédit à la consommation. Cet environnement concurrentiel induit des réflexions sur les alliances et partenariats potentiels pour asseoir la compétitivité des sociétés de financement. Ce mouvement de concentration, déjà entamé, en Europe pourrait avoir des incidences directes sur le secteur marocain compte tenu de l'affiliation de certaines sociétés de financement à de grands groupes bancaires nationaux, alliés ou filiales de Multinationales étrangères. En cas de réalisation de ces concentrations, le positionnement concurrentiel actuel de Wafasalaf et son affiliation au Groupe Wafabank, lui permettront de réagir positivement à ces changements.

Le risque client

Wafasalaf a entrepris depuis Juillet 1999 a une refonte totale de son processus décisionnel et par la même des procédures de détection et de gestion du risque en amont et de la fraude. Ce travail a été complété par la mise en production de plusieurs grilles de score développées à partir du comportement historique de sa clientèle, comportement mesuré sur les différents déterminants du risque.

Par ailleurs, le choix et la multiplicité des grilles sont dictés par la prise en compte de la diversité des produits distribués par Wafasalaf ainsi que le large spectre de sa clientèle.

De tous ces efforts, il en a résulté une parfaite maîtrise des poches de risque constatées par le passé et des stratégies visant à favoriser les segments de clients les moins risqués et la réduction voire la suppression dans certains cas des clients historiquement risqués.

FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

A la date d'établissement du présent dossier d'information, WAFASALAF ne connaît pas de faits exceptionnels ou d'affaires contentieuses susceptibles d'affecter de façon significative ses résultats, sa situation financière et son activité.

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES

Principes et méthodes comptables utilisés par l'émetteur

1999-2000

Bilan

Hors Bilan

CPC

ESG

ETIC

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

AU 31/12/2000

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT
--

<p>Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.</p>
--

<p>Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.</p>

ETAT DES DEROGATIONS

AU 31/12/2000

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		N E A N T
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		N E A N T
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	<p>Dans l'attente de la mise en place par la banque de la nomenclature des comptes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), entré en vigueur depuis le 1er janvier 2000, les comptes tenus encore selon l'ancien plan comptable bancaire ont été retraités par le biais d'une matrice de passage afin de présenter les états de synthèse sous la forme requise par le PCEC. De même quelques états de l'ETIC n'ont pas encore été produits sans effet significatif sur la pertinence de l'information donnée.</p>	N E A N T

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

AU 31/12/2000

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Application des dispositions du plan comptable des établissements de crédit P.C.E.C.	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Application des dispositions du plan comptable des établissements de crédit P.C.E.C.	Néant
-		
-		
-		

Nom de l'établissement: WAFASALAF

BILAN
AU 31 Décembre 2000

ACTIF	31/12/00	31/12/99
1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 361 778,88	1 604 841,69
2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	75 061 931,57	48 831 770,18
. A vue	3 669 373,17	11 107 496,93
. A terme	71 392 558,40	37 724 273,25
3.Créances sur la clientèle	2 666 208 272,38	2 680 707 309,76
. Crédits de trésorerie et à la consommation	2 598 243 988,58	2 639 102 365,95
. Crédits à l'équipement	-	-
. Crédits immobiliers	17 860 418,29	14 670 943,81
. Autres crédits	50 103 865,51	26 934 000,00
4.Créances acquises par affacturage	-	-
5.Titres de transaction et de placement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	-	-
6.Autres actifs	45 997 741,04	41 258 669,22
7.Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
8.Titres de participation et emplois assimilés	151 000,00	151 000,00
9.Créances subordonnées	-	-
10.Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
11.Immobilisations incorporelles	8 673 075,53	2 823 500,50
12.Immobilisations corporelles	31 898 331,52	32 076 375,01
Total de l'Actif	2 830 352 130,92	2 807 453 466,36

Nom de l'établissement: WAFASALAF

BILAN
AU 31 Décembre 2000

PASSIF	31/12/00	31/12/99
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 263 903 253,95	1 228 554 824,36
. A vue	216 929 288,13	207 621 820,98
. A terme	1 046 973 965,82	1 020 933 003,38
3.Dépôts de la clientèle	-	-
. Comptes à vue créditeurs	-	-
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	-
. Autres comptes créditeurs	-	-
4.Titres de créance émis	1 211 245 786,36	1 165 208 085,04
. Titres de créance négociables émis	1 204 224 045,90	1 158 856 842,31
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	7 021 740,46	6 351 242,73
5.Autres passifs	93 870 726,63	165 968 433,50
6.Provisions pour risques et charges	-	-
7.Provisions réglementées	5 669 000,00	5 669 000,00
8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
9.Dettes subordonnées	-	-
10.Ecarts de réévaluation	-	-
11.Réserves et primes liées au capital	85 551 366,73	54 079 179,01
12.Capital	102 366 100,00	101 730 700,00
13.Actionnaires.Capital non versé (-)	-	-
14.Report à nouveau (+/-)	27 466 937,67	30 000 670,86
15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
16.Résultat net de l'exercice (+/-)	40 278 959,58	56 242 573,59
Total du Passif	2 830 352 130,92	2 807 453 466,36

Nom de l'établissement: WAFASALAF

HORS BILAN
AU 31 Décembre 2000

HORS BILAN	31/12/00	31/12/99
ENGAGEMENTS DONNES	-	-
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	-	-
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
5. Titres achetés à réméré	-	-
6. Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	-	-
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
10. Titres vendus à réméré	-	-
11. Autres titres à recevoir	-	-

Nom de l'établissement: WAFASALAF

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
DU 01/01/2000 AU 31/12/2000**

	31/12/00	31/12/99
I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	437 376 085,76	425 747 993,51
1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	337 970,72	413411,92
2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	432 999 164,97	419 404 547,54
3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4.Produits sur titres de propriété	-	-
5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6.Commissions sur prestations de service	4 038 950,07	5 930 034,05
7.Autres produits bancaires		
II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	193 407 550,43	179 089 466,37
8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	95 847 283,48	96 252 974,23
9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	88 992 111,33	78 939 272,75
11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
12.Autres charges bancaires	8 568 155,62	3 897 219,39
III.PRODUIT NET BANCAIRE	243 968 535,33	246 658 527,14
13.Produits d'exploitation non bancaire	5 942 706,86	7 159 291,31
14.Charges d'exploitation non bancaire	0	0
IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	83 351 384,38	82 463 255,20
15.Charges de personnel	27 839 075,02	21 434 715,72
16.Impôts et taxes	2 083 544,65	1 682 937,57
17.Charges externes	46 619 077,99	52 423 512,19
18.Autres charges générales d'exploitation	838 112,02	1 137 122,34
19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	5 971 574,70	5 784 967,38

Nom de l'établissement: WAFASALAF

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (suite)
DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

	31/12/00	31/12/99
V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	132 562 241,52	109 223 101,62
20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	114 124 266,69	83 756 883,85
21.Pertes sur créances irrécouvrables	18 437 974,83	25 466 217,77
22.Autres dotations aux provisions	-	-
VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	32 691 600,49	29 346 108,49
23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	32 691 600,49	29 346 108,49
24.Récupérations sur créances amorties	-	-
25.Autres reprises de provisions	-	-
VII.RESULTAT COURANT	66 689 216,78	91 477 570,12
26.Produits non courants	939 906,16	1 140 141,81
27.Charges non courantes	27 320,61	
VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS	67 601 802,33	92 617 711,93
28.Impôts sur les résultats	27 323 242,75	36 375 138,34
IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE	40 278 559,58	56 242 573,59
TOTAL PRODUITS	476 950 699,27	463 438 707,96
TOTAL CHARGES	436 671 739,69	407 196 134,37
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	40 278 959,58	56 242 573,59

Nom de l'établissement: WAFASALAF

ETAT DES SOLDES DE GESTION

DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	31/12/00	31/12/99
1.(+) Intérêts et produits assimilés	433 337 535,69	419 817 959,46
2.(-) Intérêts et charges assimilés	184 839 394,81	175 192 246,98
MARGE D'INTERET	248 498 140,88	244 625 712,48
3.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
4.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
5.(+) Commissions perçues	4 038 950,07	5 930 034,05
6.(-) Commissions servies	7 087 909,29	2 718 359,39
Marge sur commissions	- 3 048 959,22	3 211 674,66
7.(±) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
8.(±) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
9.(±) Résultat des opérations de change	-	-
10.(±) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	-	-
11.(+) Divers autres produits bancaires		
12.(-) Diverses autres charges bancaires	1 480 246,33	1 178 860,00
PRODUIT NET BANCAIRE	243 968 935,33	246 658 527,14
13.(±) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
14.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	5 942 706,86	7 204 464,31
15.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
16.(-) Charges générales d'exploitation	83 351 384,38	82 463 255,20
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	166 560 257,81	171 399 736,25
17.(±) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	99 870 641,03	79 876 993,13
18.(±) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-	-
RESULTAT COURANT	66 689 616,78	91 522 743,12
RESULTAT NON COURANT	912 585,55	1 094 968,65
19.(-) Impôts sur les résultats	27 323 242,75	36 375 138,18
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	40 278 959,58	56 242 573,59

Nom de l'établissement: WAFASALAF

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/00	31/12/99
(±) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	40 278 959,58	56 242 573,59
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	5 971 574,70	5 784 967,38
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	-	-
25.(-) Reprises de provisions	64 839,13	1 135 947,00
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	157 247,24	42 827,00
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement recues	-	-
(±) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	46 028 447,91	60 848 766,97
31.(-) Bénéfices distribués	20 176 035,50	27 467 289,00
(+) AUTOFINANCEMENT	25 852 412,41	33 381 477,97

Nom de l'établissement: WAFASALAF

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
DU 01/01/2000 AU 31/12/2000**

	en milliers de DH
	31/12/00
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	437 376
2.(+) Récupérations sur créances amorties	2 129
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	4 754
4.-) Charges d'exploitation bancaire versées	- 193 406
5.-) Charges d'exploitation non bancaire versées	
6.-) Charges générales d'exploitation versées	- 177 277
7.-) Impôts sur les résultats versés	- 27 323
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	46 253
Variation des :	
8.(±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 26 229
9.(±) Créances sur la clientèle	14 499
10.(±) Titres de transaction et de placement	-
11.(±) Autres actifs	- 4 739
12.(±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-
13.(±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	35 348
14.(±) Dépôts de la clientèle	671
15.(±) Titres de créance émis	45 367
16.(±) Autres passifs	- 72 399
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	- 7 482
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES	
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	0
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	300
19.-) Acquisition d'immobilisations financières	0
20.-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-11946
21.(+) Intérêts perçus	0
22.(+) Dividendes perçus	0
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-11646
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-
24.(+) Emission de dettes subordonnées	301
25.(+) Emission d'actions	798
26.-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-
27.-) Intérêts versés
28.-) Dividendes versés	- 27 467
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 26 368
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	757
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 605
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 362

CREANCES SUR LA CLIENTELE

ETAT B2

AU 31/12/2000

en milliers de DH

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2000	Total 31/12/1999
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE - Comptes à vue débiteurs - Créances commerciales sur le Maroc - Crédits à l'exportation - Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION					2 598 243	2 639 102
CREDITS A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS					17 860	14 671
AUTRES CREDITS						
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE - Créances pré-douteuses - Créances douteuses - Créances compromises					50 104	26 934
TOTAL	-	-	-	-	2 666 207	2 680 707

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

ETAT B6

AU 31 Décembre 2000

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées									
WAFASYSTEME DATA	Facilité Management	1 500 000	0,07	1 000	1 000	31/12/99	3 216 980,90	595 899,39	
WAFACOMMUNICATION	Communication	3 000 000	5	150 000	150 000	31/12/99	3 585 660,81	451 985,93	
Autres titres de participation									
TOTAL				151 000	151 000				

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

en DH

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 834 713	1 032 975	0	14 333 179	5 115 202	589 945	45 044	5 660 103	8 673 076
- Droit au bail	830 000	654 945	0	1 484 945					1 484 945
- Immobilisations en recherche et développement	0								
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	7 004 713	5 843 520		12 848 234	5 115 202	589 945	45 044	5 660 103	7 188 131
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 815 438	5 447 284	1 285 668	46 977 053	10 739 063	5 381 629	1 041 970	15 078 722	31 898 331
- Immeubles d'exploitation									
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	10 892 100			10 892 100	1 158 412	435 684	2 775	1 591 321	9 300 779
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation									
. Mobilier, Matériel de bureau d'exploitation	3 163 955	434 519		3 598 474	460 491	345 504		805 994	2 792 480
. Matériel Informatique	12 404 212	1 361 153	495 034	13 270 331	5 676 020	2 370 230	343 041	7 703 209	5 567 122
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	3 743 068	1 814 286	790 634	4 766 720	1 539 601	1 000 273	696 154	1 843 721	2 922 999
. Autres matériels d'exploitation									
- Agencements aménagements et inst technique	11 397 703	1 694 676		13 092 379	1 899 482	1 228 458		3 127 941	9 964 438
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	14 800			14 800	5 057	1 480		6 537	8 263
- Immobilisations corporelles hors exploitation									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation	832 500			832 500					832 500
. Mobiliers et matériel hors exploitation	0	130 650		130 650					130 650
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	367 100	12 000		379 100					379 100
TOTAL	50 650 151	6 480 258	1 285 668	61 310 232	15 854 265	5 971 575	1 087 014	20 738 825	40 571 407

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

ETAT B9 BIS

DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
07/01/00	MATERIEL DE TRANSPORT	191 040	191 040	-	40 000	40 000	
20/02/00	MATERIEL DE TRANSPORT	153 000	96 900	56 100	58 650	2 550	
13/03/00	MATERIEL DE TRANSPORT	148 323	123 603	24 720	35 000	10 280	
30/03/00	MATERIEL INFORMATIQUE	359 419	311 496	47 923	50 000	2 077	
31/05/00	MATERIEL INFORMATIQUE	25 525	25 525	-	6 000	6 000	
20/07/00	MATERIEL DE TRANSPORT			-	15 000	15 000	
18/09/00	MATERIEL DE TRANSPORT	148 323	138 435	9 888	30 000	20 112	
21/12/00	MATERIEL DE TRANSPORT	148 323	145 851	2 472	30 000	27 528	
29/12/00	MATERIEL DE TRANSPORT	1 625	325	1 300	35 000	33 700	

ETAT B14

PROVISIONS

DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

PROVISIONS	Encours 31/12/1999	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2000
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	191 468 559	114 124 267	32 691 600		272 901 226
créances sur les établissements de crédit et assimilés créances sur la clientèle titres de placement titres de participation et emplois assimilés immobilisations en crédit-bail et en location autres actifs	191 468 559	114 124 267	32 691 600		272 901 226
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	5 669 000				5 669 000
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature Provisions pour risques de change Provisions pour risques généraux Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires Provisions pour autres risques et charges Provisions réglementées	5 669 000				5 669 000
TOTAL GENERAL					

en DH

ETAT B21

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

AU 31/12/2000

en milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		NEANT	
TOTAL			

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		NEANT	
TOTAL			

ETAT B23

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE
AU 31/12/2000

en milliers de DH

BENEFICIAIRE	Montant des risques dépassant 10% des Fonds Propres Nets		
	crédits par décaissement	crédits par signature	TOTAL
	NEANT		

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

ETAT C2

AU 31 Décembre 2000

en DH

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 12 Mai 2000			
Report à nouveau	30 000 670,86	Réserve légale	173 070,00
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	27 467 289,00
Résultat net de l'exercice	56 242 573,59	Réserve extraordinaire	30 000 000,00
Prélèvements sur les bénéfices		Réserve réglementée	1 135 947,00
Autres prélèvements		Report à nouveau	27 466 938,54
TOTAL A	86 243 244,45	TOTAL B	86 243 244,54

ETAT C4

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

.	Date de clôture (1)
.	Date d'établissement des états de synthèse (2)
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON-RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION-EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
.	Favorables
.	Défavorables

2000-2001
Bilan
Hors Bilan
CPC
ESG
ETIC

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES**AU 31/12/2001****INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT**

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ETAT DES DEROGATIONS

AU 31/12/2001

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	N E A N T	
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	N E A N T	
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		N E A N T

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

AU 31/12/2001

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Application des dispositions du plan comptable des établissements de crédit P.C.E.C.	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Application des dispositions du plan comptable des établissements de crédit P.C.E.C.	Néant
-		
-		
-		

BILAN AU 31/12/2001 AVANT REPARTITION

ACTIF	31/12/01	31/12/00
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	46 283 000,10	2 361 778,88
Créances sur les établissements de crédit et assurances	27 542 200,54	75 061 931,57
. A vue	2 704 149,83	3 669 373,17
. A terme	24 838 050,71	71 392 558,40
Créances sur la clientèle	2 970 665 614,52	2 666 208 272,38
. Crédits de trésorerie et à la consommation	2 894 904 311,55	2 598 243 988,58
. Crédits à l'équipement	-	-
. Crédits immobiliers	18 909 119,29	17 860 418,29
. Autres crédits	56 852 183,68	50 103 865,51
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	-	-
Autres actifs	32 355 826,26	45 997 741,04
Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
Titres de participation, Participations dans les entreprises liées et emplois assimilés	151 000,00	151 000,00
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	37 086 660,87	-
Immobilisations incorporelles	34 997 473,30	8 673 075,53
Immobilisations corporelles	33 034 435,06	31 898 331,52
Total de l'Actif	3 182 116 210,65	2 830 352 130,92

BILAN AU 31/12/2001

PASSIF	31/12/01	31/12/00
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assurances	1 654 488 419,04	1 263 903 253,95
. A vue	554 815 287,47	216 929 288,13
. A terme	1 099 673 131,57	1 046 973 965,82
Dépôts de la clientèle	149 000,00	-
. Comptes à vue créditeurs	-	-
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	-
. Autres comptes créditeurs	149 000,00	-
Titres de créance émis	1 140 873 652,68	1 211 245 786,36
. Titres de créance négociables	1 133 115 271,93	1 204 224 045,90
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres émis	7 758 380,75	7 021 740,46
Autres passifs	95 042 142,38	93 870 726,63
Provisions pour risques et charges	-	-
Provisions réglementées	5 669 000,00	5 669 000,00
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Primes liées au capital et réserves	115 963 806,73	85 551 366,73
Capital souscrit	103 116 100,00	102 366 100,00
moins capital non versé	-	-
Report à nouveau (+/-)	17 506 321,77	27 466 937,67
Résultat net en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	49 307 768,05	40 278 959,58
	-	-
Total du Passif	3 182 116 210,65	2 830 352 130,92

BILAN AU 31/12/2001

HORS BILAN	31/12/01	31/12/00
Engagements donnés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
Engagements reçus	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2001 AU 31/12/2001

	31/12/01	31/12/00
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	426 736 551,84	437 376 485,76
Intérêts et produits assimilés des opérations avec les établissements de crédit	152 919,35	337 970,72
Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle	415 351 230,47	432 999 564,97
Intérêts et produits assimilés des titres de créance	-	-
Produits des titres de propriété	-	-
Produits des immobilisations en crédit-bail et en location	6 974 348,66	-
Commissions sur prestations de service	4 258 053,36	4 038 950,07
Autres produits bancaires	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	191 315 685,77	193 407 550,43
Intérêts et charges assimilées des opérations avec les établissements de crédit	104 932 871,58	95 847 283,48
Intérêts et charges assimilées des opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés des titres de créance émis	79 755 035,06	88 992 111,33
Charges des immobilisations en crédit-bail et en location	2 016 600,63	-
Autres charges bancaires	4 611 178,50	8 568 155,62
PRODUITS NET BANCAIRE	235 420 866,07	243 968 935,33
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	7 121 314,28	5 942 706,86
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	-	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	89 773 395,46	83 351 384,38
Charges de personnel	30 262 484,38	27 839 075,02
Impôts et taxes	3 004 103,25	2 083 544,65
Charges externes	48 734 361,25	46 619 077,99
Autres charges d'exploitation	1 206 935,28	838 112,02
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	6 565 511,30	5 971 574,70

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2001 AU 31/12/2001

	31/12/01	31/12/00
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECUPERABLES	109 850 372,26	132 562 241,52
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	86 556 031,51	114 124 266,69
Pertes sur créances irrécupérables	23 294 340,75	18 437 974,83
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	38 484 298,22	32 691 600,49
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	38 484 298,22	32 691 600,49
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
RESULTAT COURANT	81 402 710,85	66 689 616,78
PRODUITS NON COURANTS	1 283 790,11	939 906,16
CHARGES NON COURANTES	85 501,90	27 320,61
RESULTAT NON COURANT	1 198 288,21	912 585,55
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	82 600 999,06	67 602 202,33
IMPOTS SUR LES RESULTATS	33 293 231,01	27 323 242,75
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	49 307 768,05	40 278 959,58
TOTAL PRODUITS	473 625 954,45	476 950 699,27
TOTAL CHARGES	424 318 186,40	436 671 739,69
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	49 307 768,05	40 278 959,58

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2001 AU 31/12/2001

Nom de l'établissement:WAFASALAF

	31/12/01	31/12/00
+ Intérêts et produits assimilés	415 504 149,82	433 337 535,69
- Intérêts et charges assimilées	184 687 906,64	184 839 394,81
Marge sur intérêts	230 816 243,18	248 498 140,88
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	6 974 348,66	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 016 600,63	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	4 957 748,03	-
+ Commissions perçues	4 258 053,36	4 038 950,07
- Commissions servies	3 206 685,92	7 087 909,29
Marge sur commissions de prestations de service	1 051 367,44	- 3 048 959,22
± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
± Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
± Résultat des opérations de change	-	-
± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	-	-
+ Autres produits bancaires	-	-
- Autres charges bancaires	1 404 492,58	1 480 246,33
PRODUIT NET BANCAIRE	235 420 866,07	243 968 935,33
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	440,00	-
+ Autres produits divers d'exploitation	7 120 874,28	5 942 706,86
- Autres charges diverses d'exploitation	-	-
- Charges générales d'exploitation	89 773 395,46	83 351 384,38
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	152 768 784,89	166 560 257,81
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en en souffrance	71 366 074,04	99 870 641,03
± Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-	-
RESULTAT COURANT	81 402 710,85	66 689 616,78
RESULTAT NON COURANT	1 198 288,21	912 585,55
- Impôts sur les résultats	33 293 231,01	27 323 242,75
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	49 307 768,05	40 278 959,58

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2001 AU 31/12/2001

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/01	31/12/00
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	49 307 768,05	40 278 959,58
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	6 565 511,30	5 971 574,70
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	36 000,00	64 839,13
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	84 016,53	157 247,24
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession des immobilisations financières	440,00	-
+ Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	55 752 822,82	46 028 447,91
- Bénéfices distribués	24 657 864,00	20 176 035,50
+ AUTOFINANCEMENT	31 094 958,82	25 852 412,41

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2001 AU 31/12/2001

Nom de l'établissement:WAFASALAF

141919	11 2	2 0 0 1	0 4 3	3	1
Code établissement	Date :	Mois	An	Code document	Code monnaie
				Folio	

en milliers de DHS

	31/12/01	31/12/00
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION :-		
Produits sur opérations bancaires perçus	426 737	437 376
Récupérations sur créances amorties	2 634	2 129
Produits divers d'exploitation perçus	5 771	4 754
Charges sur opérations bancaires versées	- 191 316	- 193 407
Charges diverses d'exploitation payées		
Charges générales d'exploitation payées	- 154 659	- 177 277
Impôts sur les résultats payés	- 33 293	- 27 323
Flux de trésorerie net provenant du compte de produits et charges	55 873	46 253
<u>Variation des actifs d'exploitation</u>		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (hors liquidités)	47 520	- 26 229
Créances sur la clientèle	- 304 457	14 499
Titres de transaction et de placement (hors liquidités)		
Autres actifs	13 642	- 4 739
Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 37 087	
<u>Variation des passifs d'exploitation</u>		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	390 585	35 348
Dépôts de la clientèle	149	670
Titres de créance émis	- 70 372	45 367
Autres passifs	1 171	- 72 399
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	97 024	38 770

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2001 AU 31/12/2001

Nom de l'établissement:WAFASALAF

1419191	11 2	2 0 0 1	0 4 3	3	2
Code établissement	Date :	Mois	An	Code document	Code monnaie

en milliers de DHS

	31/12/01	31/12/00
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Produit des cessions d'immobilisations financières	461	300
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 34 487	- 11 946
Intérêts reçus		
Dividendes reçus		
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 34 026	- 11 646
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Subventions, fonds publics reçus		
Fonds spéciaux de garantie reçus		
Emission d'emprunts et de titres subordonnés		301
Emission d'actions	1 099	798
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	- 20 176	- 27 467
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 19 077	- 26 368
VARIATION NETTE DES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES	43 921	757
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 362	1 605
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	46 283	2 362

(4) La différence entre E et F doit être égale à D.

CREANCES SUR LA CLIENTELE

ETAT B2

AU 31/12/2001

en milliers de DH

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2001	Total 31/12/2000	Total 31/12/1999
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle			
CREDITS DE TRESORERIE - Comptes à vue débiteurs - Créances commerciales sur le Maroc - Crédits à l'exportation - Autres crédits de trésorerie							
CREDITS A LA CONSOMMATION					2 894 904	2 598 243	2 639 102
CREDITS A L'EQUIPEMENT							
CREDITS IMMOBILIERS					18 909	17 860	14 671
AUTRES CREDITS (1)							
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE							
INTERETS COURUS A RECEVOIR							
CREANCES EN SOUFFRANCE - Créances pré-douteuses - Créances douteuses - Créances compromises					56 852	50 104	26 934
TOTAL	-	-	-	-	2 970 665	2 666 207	2 680 707

Nom de l'établissement: WAFASALAF

Tableau n° 44

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

AU 31 Décembre 2001

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participati on au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées									
WAFASYSTEME DATA	Facilité Management	1 500 000	0,07	1 000	1 000	31/12/99	3 216 980,90	595 899,39	
WAFACOMMUNICATI	Communica	3 000 000	5	150 000	150 000	31/12/99	3 585 660,81	451 985,93	
Autres titres de participation									
TOTAL				151 000	151 000				

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
DU 01/01/01 AU 31/12/01

Tableau 4 & 8

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montants des Amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	2 611 633	466 305	1 426 913	1 651 025	703 865	43 859		747 724	903 301
Frais préliminaires	784 669			784 669	703 865	43 859		747 724	36 944
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 826 964	466 305	1 426 913	866 357					866 357
Primes de remboursement des obligations									
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 333 179	27 307 409		41 640 588	5 660 103	983 012		6 643 115	34 997 473
Droit au bail	1 484 945			1 484 945					1 484 945
Immobilisations en recherche et développement									
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	12 848 234	27 307 409		40 155 643	5 660 103	983 012		6 643 115	33 512 528
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	46 977 053	46 583 052	1 296 827	92 263 278	15 078 722	7 599 102	835 468	21 842 357	70 420 922
Immeubles d'exploitation									
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation .bureaux	10 892 100			10 892 100	1 591 321	435 684		2 027 005	8 865 095
. Immeubles d'exploitation .Logements de fonction									
Mobilier et Matériel d'exploitation									
. Mobilier et matériel de bureau d'exploitation	3 598 474	791 054		4 389 528	805 994	398 371		1 204 366	3 185 162
. Matériel Informatique	13 270 331	2 506 868	120 000	15 657 199	7 703 209	2 184 405	36 000	9 851 613	5 805 586
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	4 766 720	2 133 316	1 176 827	5 723 209	1 843 721	1 191 038	799 468	2 235 291	3 487 918
. Matériel roulant -Leasing-		38 630 757		38 630 757		2 016 601		2 016 601	36 614 157
. Matériel roulant en cours-Leasing-		774 330		774 330					774 330
. Autres matériel d'exploitation									
Agencemnts aménagements et installation technique	13 092 379	697 841		13 790 220	3 127 941	1 371 524		4 499 465	9 290 755
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	14 800			14 800	6 537	1 480		8 017	6 783
Immobilisations corporelles hors exploitation									
. Terrain hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation	832 500	975 000		1 807 500					1 807 500
. Mobiliers & matériel hors exploitation	130 650	73 886		204 535					204 535
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	379 100			379 100					379 100
TOTAL	63 921 865	74 356 767	2 723 740	135 554 892	21 442 690	8 625 973	835 468	29 233 196	106 321 696

Nom de l'établissement: WAFASALAF

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSION OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS
01/01/2001 AU 31/12/2001

DATE DE CESSION OU RETRAIT	COMPTE PRINCIPALE	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULES	VALEUR NETTE D' AMORTISEMENT	PRODUIT DE CESSION	PLUS VALUES	MOINS VALUES
10/01/01	MATERIEL TRANSPORT	148 325	148 325	-	20 000	20 000	
01/01/01	MATERIEL TRANSPORT	535 000	200 624	334 376	334 376	-	
30/09/01	MATERIEL TRANSPORT	189 500	164 233	25 267	50 000	24 733	
30/08/01	MATERIEL TRANSPORT	151 002	140 935	10 067	30 000	19 933	
30/09/01	MATERIEL TRANSPORT	153 000	145 350	7 650	27 000	19 350	
TOTAL		1 176 827	799 468	377 359	461 376	84 017	

PROVISIONS

DU 01/01/2001 AU 31/12/2001

en DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2000	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2001
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, S	272 901 226	86 556 032	38 484 298		320 972 959
créances sur les établissements de crédit et assimilés créances sur la clientèle titres de placement titres de participation et emplois assimilés immobilisations en crédit-bail et en location autres actifs	272 901 226	86 556 032	38 484 298		320 972 959
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	5 669 000				5 669 000
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature Provisions pour risques de change Provisions pour risques généraux Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires Provisions pour autres risques et charges Provisions réglementées	5 669 000				5 669 000
TOTAL GENERAL					

ETAT B13

Détails autres passifs

Au 31/12/2001

En milliers de DH

CRENACES	Total 31/12/01	Total 31/12/00	Total 31/12/99
CHARGES A PAYER	16 355	16 977	20 108
PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE	2 038	1 245	-
AUTRES	76 649	75 648	144 682
TOTAL	95 042	93 870	164 790

ETAT B21

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

AU 31/12/2001

en milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		NEANT	
TOTAL			

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		NEANT	
TOTAL			

ETAT B23

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

AU 31/12/2001

en milliers de DH

BENEFICIAIRE	Montant des risques dépassant 10% des Fonds Propres Nets		
	crédits par décaissement	crédits par signature	TOTAL
	NEANT		

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

AU 31 Décembre 2001

		en DH	
	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 12 Mai 2000			
Report à nouveau	27 466 937,67	Réserve légale	63 540,00
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	20 176 035,50
Résultat net de l'exercice	40 278 959,58	Réserve extraordinaire	30 000 000,00
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	17 506 321,75
Autres prélèvements			
TOTAL A	67 745 897,25	TOTAL B	67 745 897,25

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

<p>. Date de clôture (1)</p> <p>. Date d'établissement des états de synthèse (2)</p> <p>(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice</p> <p>(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.</p>
--

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	<p>. Favorables</p> <p>. Défavorables</p>

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET ASSIMILES

EMPRUNTS A MOYEN TERME

(en DH)

DATE DEPART	DATE ECHEANCE	CAPITAL	RESTANT DU	TAUX	REMBOURSEMENTS	
					INTERETS	CAPITAL
28/06/2001	28/06/2004	100 000 000	100 000 000	7,00%	ANNUEL	ANNUEL
08/06/2001	08/06/2004	300 000 000	300 000 000	7,00%	ANNUEL	ANNUEL
22/02/2002	22/02/2005	150 000 000	150 000 000	7,00%	TRIMESTRIEL	13° mois 100 000 000 dh 16° mois 25 000 000 dh 36° mois 25 000 000 dh
24/12/2001	24/12/2003	150 000 000	150 000 000	6,50%	ANNUEL	ANNUEL
02/05/2000	02/05/2003	100 000 000	33 333 334	7,50%	TRIMESTRIEL	ANNUEL
26/12/2000	26/12/2003	100 000 000	66 666 666	6,63%	TRIMESTRIEL	ANNUEL
25/12/02000	25/12/02003	20 000 000	13 333 334	6,63%	ANNUEL	ANNUEL
04/10/2001	04/10/2004	100 000 000	100 000 000	7,25%	ANNUEL	ANNUEL
TOTAL		1 020 000 000	913 333 334			

OPERATIONS DE SPOT

(en DH)

DATE DEPART	DATE ECHEANCE	CAPITAL	INTERETS	TAUX HT
14/02/02	31/07/02	50 000 000	POST-COMPTES	6,50%
22/02/02	31/07/02	50 000 000	POST-COMPTES	6,50%
TOTAL		100 000 000		

DECOUVERT

TAUX	UTILISATIONS
7,25%	247 980
7,00%	234 740
TOTAL	482 720

Etat des BSF au 31/12/2001

Durée en Mois	Montant DH	Nombre B.S.F	TAUX HT	
			Plus haut	Plus bas
36	1 000 700 000	5 222	7,75%	6,00%
48	15 000 000	60	7,70%	7,70%
60	20 000 000	80	10,25%	9,80%
24 + 1 J	65 000 000	650	6,70%	6,50%
TOTAL	1 100 700 000	6 012		